

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2068 - 21 mars 2008 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

Le gouvernement sanctionné aux municipales

**C'est la lutte
qui le fera reculer !**



Crise financière

**Refusons de payer
pour la pagaille capitaliste**

p. 9



Sommaire

Municipales

- p.4 ■ Le deuxième tour accentue le désaveu
 ■ Les résultats de Combat Ouvrier à la Guadeloupe
- p.5 ■ Les élus de Lutte Ouvrière
 ■ Les résultats de la LCR vus par Rouge
- p.16 ■ Aubervilliers et Montreuil : le PS et Voynet gagnent avec les voix de la droite

Leur société

- p.11 ■ Le droit à mourir dans la dignité
 ■ Total pollue... mais s'excuse
- La caisse noire de l'UIMM n'est pas pour faire du social
- p.16 ■ Lazare Ponticelli : la mort du dernier témoin ne fera pas oublier la barbarie

Dans les entreprises

- p.12, 13, 14, 15
- Valéo Angers, Jabil, Snecma, Peugeot-Citroën Rennes, Bosh Beauvais, Michelin Bourges, Technocentre Renault Guyancourt, LCL, Banque Postale, France Telecom DOM-TOM

Enseignement

- p.6,7 ■ Grèves et mouvements contre les fermetures de classes et les suppressions de postes

Dans le monde

- p.8 ■ Tibet : Pékin réprime, l'Occident regarde ailleurs
 ■ Kosovo : l'engrenage des émeutes
- p.9 ■ Irak : cinq ans de guerre au peuple irakien
 ■ Turquie : grève sur les chantiers navals

Les 10, 11 et 12 mai à Presles (Val-d'Oise)

La Fête de Lutte Ouvrière

Dans sept semaines, les 10, 11 et 12 mai, aura lieu la désormais traditionnelle fête de Lutte Ouvrière. Le lundi de Pentecôte étant à nouveau férié, il y aura tout le loisir de faire la fête et de profiter des émotions politiques, artistiques, culturelles, gastronomiques et des nombreux voyages qu'elle propose.

Voyages dans le temps, avec le village médiéval où vous rencontrerez des artisans d'époque qui vous apprendront leurs techni-

ques, des troubadours et des jongleurs.

Voyages dans les airs, d'arbre en arbre, sur des parcours sécurisés.

Voyages dans l'histoire de la nature avec l'arboretum, une attraction nouvelle, qui comprend 110 variétés d'arbres, des visites guidées, des expositions.

Voyages dans les sciences avec le Carrousel de la connaissance (consacré cette année à l'histoire de l'histoire de l'homme) et les ateliers de

la cité des sciences.

Voyages encore avec les spectacles sur les deux grandes scènes, les troupes où les orchestres jouant au coin des allées, les bals, les deux cinémas permanents.

Enfin le plus beau voyage de tous, celui de la fraternité ouvrière et de la chaleur humaine.

Alors achetez dès maintenant votre carte d'entrée. Elle est vendue 10 euros jusqu'au 27 mars.

Le programme artistique

Ilene BARNES, VOLO, la Compagnie JOLIE MÔME, KEKELE et bien d'autres encore...

Parmi les artistes qui animeront, cette année, notre Fête, la chanteuse afro-américaine Ilene BARNES, s'accompagnant elle-même à la guitare, joue dans une large palette de styles, jazz, soul, folk-pop, blues ou ballades. Mais c'est avant tout sa voix exceptionnelle et son énergie qui impressionnent.



Au grand podium de la fête, il y aura aussi VOLO, un groupe de six musiciens fondé par deux frères qui jouent également dans le groupe Les Wiggles, avec leurs chansons tendres et souvent acerbes à l'égard de la société.

L'humoriste Gustave PARKING nous distraira avec



son spectacle « De mieux en mieux pareil », dans lequel à l'aide d'accessoires les plus inattendus, il exerce son humour poético-écologique.



Thomas PITIOT, auteur compositeur qui revendique

fièrement d'avoir grandi en Seine-Saint-Denis, chantera la banlieue dans un concert aux sonorités africaines intitulé « Griot ».

« Ya basta ! » est le nouveau spectacle de chansons qu'interprétera sur la grande scène la Compagnie JOLIE MÔME.

Le groupe KEKELE, pour sa part, nous fera danser la rumba congolaise, nourrie de rythmes cubains.

Au petit théâtre, RITON La Manivelle rendra hommage à la Commune de Paris de 1871 avec son récital « Elle n'est pas morte ».



Le programme ne s'arrête pas là : de nouveaux artistes seront annoncés dans les prochaines semaines.

Commandez vite votre carte d'entrée

Jusqu'au 27 mars, les cartes d'entrée sont disponibles au prix unitaire de 10 euros. Vous pouvez vous procurer cartes d'entrées et bons d'achat d'une valeur de 5 euros, mais vendus 4 euros :

– soit auprès de nos camarades

– soit en écrivant à :
 Lutte Ouvrière
 BP 233
 75865 Paris cedex 18

Indiquer le nombre de cartes demandées et de bons, et joindre un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière. Ne pas oublier d'indiquer l'adresse d'expédition.

Envoi franco

Tout savoir sur la fête

Sur internet, connectez-vous à :
fete.lutte-ouvriere.org

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyte)
 membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 – 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. – Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org
 www.union-communiste.org
 e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20
 Télécopie : 01 48 10 86 26

Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

| Tarif des abonnements | Lutte Ouvrière | | Lutte de Classe |
|---|----------------|------|-----------------|
| Destination : | 6 mois | 1 an | 10 numéros |
| France, DOM-TOM | 18 € | 35 € | 15 € |
| DOM-TOM avion | 25 € | 50 € | 21 € |
| Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient | 30 € | 60 € | 20 € |
| USA, Canada | 35 € | 70 € | 22 € |
| Autre Amérique, Asie, Océanie | 43 € | 85 € | 25 € |

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 17 mars

Après le rejet dans les urnes, il faut le rejet dans les luttes sociales



Les résultats du deuxième tour des élections municipales ont confirmé et amplifié ceux du premier tour. La gauche progresse encore d'un tour à l'autre au détriment de la droite. Les ministres ont beau jongler avec les mots, insister sur le caractère local de ces élections, les résultats constituent un revers pour le gouvernement et sa politique.

En menant une politique contraire aux intérêts de la majorité de la population et au service d'une petite minorité de riches, le gouvernement a non seulement renforcé le dégoût et l'exaspération de ceux qui, à la présidentielle, avaient voté contre Sarkozy, mais il a déçu une partie de ceux-là mêmes qui l'avaient élu. Le désaveu est clair, et il était nécessaire.

Le soir même des élections, Fillon affirmait pourtant : « *La politique de la France, les électeurs l'ont majoritairement choisie à l'occasion des élections présidentielle et législatives (...) et nous allons poursuivre cette politique.* »

La référence de Fillon aux élections de l'année dernière est doublement mensongère. Sarkozy n'avait obtenu au premier tour que 31 % des votes. Même au deuxième tour, compte tenu des abstentions et des votes blancs, il n'a été suivi que par 43 % des électeurs. Se prévaloir du soutien de la majorité de la population est d'autant plus tendancieux qu'une fraction importante des salariés, les travailleurs immigrés, concernés pourtant et ô combien par les mesures antiouvrières et réactionnaires du gouvernement, n'ont pas le droit de voter. Et puis, l'élection de Sarkozy ne signifie pas qu'il a un chèque en blanc sur tout et n'importe quoi pour les cinq ans à venir.

Mais ce qu'on appelle la démocratie est ainsi fait que le président de la République et le gouvernement qu'il désigne peuvent poursuivre comme si de rien n'était la politique que la majorité rejette.

Les travailleurs n'attendront pas les échéances électorales de 2012, dans quatre ans ! Ils ne peuvent pas laisser le gouvernement continuer à prendre des

mesures antiouvrières, celles déjà annoncées comme celles qui sont encore dans les dossiers ministériels. Une nouvelle attaque contre les retraites est déjà programmée avec le passage à 41 du nombre d'années de travail pour avoir droit à une retraite complète. Est déjà programmée la réforme des contrats de travail, destinée à faciliter les licenciements et à rapprocher un peu plus encore les CDI des contrats précaires.

Et il y aura ce que l'on n'a pas osé annoncer avant les élections, la hausse de la TVA pour compenser les cadeaux fiscaux aux plus riches, des mesures d'austérité qu'on baptisera autrement et dont on nous dira qu'elles sont imposées par la crise financière qui s'aggrave.

Les travailleurs ne peuvent pas attendre que leur pouvoir d'achat s'effondre avec les hausses de prix. Ils ne peuvent pas subir les fermetures d'usines, les suppressions d'emplois, y compris et surtout par les entreprises les plus riches dont les actionnaires se partagent des profits fantastiques. Ils ne peuvent pas se contenter des statistiques bidons qui osent afficher une diminution du chômage du simple fait qu'on multiplie les contrats précaires à peine payés qui ne compensent pas les emplois en CDI supprimés.

La poussée électorale vers la gauche, qui se traduit par le changement de la majorité municipale dans plusieurs dizaines de villes, entraînera peut-être des conséquences dans la gestion des villes concernées. Le sort des classes populaires ne changera pas fondamentalement pour autant.

Ce que l'on peut souhaiter, c'est que le rejet de la politique de la droite n'en reste pas à sa seule expression électorale mais qu'il se traduise sur le terrain social. Les urnes ont exprimé les sentiments des classes populaires. Mais, pour faire reculer le gouvernement et le grand patronat, il n'y a d'autre moyen que l'explosion sociale, que les luttes amples et déterminées, à même de faire ravalier à Sarkozy-Fillon leur prétention à continuer une politique catastrophique pour les salariés, les chômeurs et les retraités.

Arlette LAGUILLER

• Les « réformes » de Sarkozy-Fillon

Un plan de rigueur qui n'ose pas dire son nom

Au soir du second tour des élections municipales, Fillon, expliquant, curieusement, que la défaite de son camp traduisait en fait « l'impatience des Français à voir se mettre en place les réformes annoncées par Sarkozy lors de sa campagne présidentielle », s'est engagé à les accélérer. Quand on sait ce que signifie le mot « réforme » dans sa bouche, ce n'est pas rassurant. Même si on ne connaît pas dans le détail les mesures programmées, on en devine l'orientation. Elle s'inscrit dans une continuité qui peut se résumer par : plus encore pour les riches, haro contre les classes populaires.

Un mini remaniement ministériel a aussitôt été annoncé pour récompenser quelques courtisans supplémentaires mais ce sont surtout des plats saumâtres que l'on prépare pour la population. En entrée, le chantier des réformes des droits

sociaux, déjà largement engagés sous les applaudissements du Medef. D'autres plats sont prévus comme la réduction du nombre de fonctionnaires, qui continuera. On a déjà pu en mesurer les effets dans l'Éducation nationale. On parle de

l'augmentation de certaines taxes, parmi lesquelles sans doute la TVA, sociale ou pas. On évoque la diminution de l'impôt sur la fortune (ISF), voire même sa suppression. Quant aux retraites, déjà malmenées par Balladur puis par Fillon, elles reviennent sur la sellette, puisque la loi Fillon de 2003 prévoit un rendez-vous avec « les partenaires sociaux » cette année afin de valider le passage de 40 à 41 années de cotisation pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein. Cette mesure obligera à travailler plus longtemps mais, bien plus souvent, elle se traduira par une

réduction du montant des pensions.

À ce propos, on nous ressert les mêmes balivernes sur le déséquilibre des caisses de retraites, dû prétendument à l'augmentation de la durée de vie, qui se traduirait par un rapport défavorable entre actifs cotisants et retraités. On omet de rappeler l'augmentation fantastique de la productivité qui s'est traduite par une augmentation, elle aussi fantastique, des profits des entreprises. Les bilans des grandes sociétés cotées en Bourse, publiés ces jours-ci dans les pages financières des journaux, l'attestent. Et la situation des

entreprises qui ne figurent pas au palmarès de la Bourse n'est pas moins bonne.

Il ne faut pas laisser sans réponse cette nouvelle attaque contre le niveau de vie des classes populaires. La CGT et d'autres organisations syndicales appellent à manifester le samedi 29 mars contre la nouvelle remise en cause des retraites. Il faut montrer à Fillon et à ses pareils que l'exigence des travailleurs n'est pas que ses « réformes » soient mises en place plus rapidement, mais au contraire, de leur imposer un coup d'arrêt.

Jean-Pierre VIAL

• Élections municipales

Le deuxième tour accentue le désaveu

La poussée électorale vers la gauche qui s'est amplifiée au second tour de ces municipales se juge sur la base d'un fort taux d'abstention, 38 %, le plus élevé pour des élections municipales depuis la guerre.

Et s'il était déjà difficile de mesurer exactement le rapport de force électoral entre les partis au premier tour des municipales, en raison du caractère composite des listes, cela l'est encore plus au deuxième tour, même entre la droite et la gauche.

Pour limité que soit l'électorat du MoDem, par exemple, le jeu du parti centriste, qui s'est rallié tantôt aux listes de droite, tantôt aux listes de gauche, ne simplifie pas la comparaison gauche-droite, sans parler du fait que l'électorat centriste n'a pas nécessairement suivi les consignes des états-majors.



La droite massivement désavouée

Cela dit, le deuxième tour a confirmé, et au-delà, les résultats du premier tour. La droite au pouvoir a été massivement désavouée.

Les élections cantonales, qui ont eu lieu au même moment, certes dans une moitié seulement des cantons, témoignent d'un mouvement dans le même sens.

Et, fait plus important encore pour les états-majors des partis, la municipalité d'un grand nombre de villes a basculé de droite à gauche. Fillon et compagnie ont beau parler de rééquilibrage des forces, histoire de rappeler qu'aux élections municipales de 2001, quand la gauche était au pouvoir, celle-ci avait enregistré un recul important avec la perte de mairies clés. Cette fois, le mouvement dans l'autre sens a fait cependant plus que ramener à la situation d'avant 2001. Non seulement la gauche a récupéré la plupart des mairies perdues alors, mais elle en a pris quelques-unes dirigées de longue date par la droite (la mairie de Toulouse était détenue par la droite depuis 37 ans, et celle de Metz depuis toujours).

En 2001, dans les villes de plus de 15 000 habitants, la gauche détenait 291 mairies, contre 342 à la droite. En 2008, les proportions se sont inversées, et au-delà. Désormais, la gauche compte 350 mairies et la droite, 262 (15 sont détenues par le MoDem).

Le désaveu ne vise pas la seule personne de Sarkozy, en chute dans les sondages. Bien des maires de droite en ont fait la triste expérience, ceux qui ont choisi Fillon, au zénith dans les sondages, pour les soutenir, en évitant poliment Sarkozy, et qui ont été blackboulés quand même. Le désaveu est adressé à toute l'équipe de droite au pouvoir et à sa politique.

Cela fait à peine dix mois que Sarkozy a été investi, mais cela a suffi pour que l'électorat populaire soit dégoûté de sa politique, de ses cadeaux aux plus riches, de ses mesures contre les salariés, les chômeurs, les retraités, les assurés sociaux. Les municipales ont constitué une occasion pour exprimer l'écœurement des classes populaires. Elles l'ont saisie, en utilisant comme instrument le vote en faveur des listes de gauche.

Comme au premier tour, le résultat vient d'un double mouvement. L'électorat de gauche qui, en 2001, au temps du gouvernement Jospin, s'était démobilisé – ou avait voté extrême gauche – pour marquer sa désapprobation de la politique de droite menée par le gouvernement socialiste, s'est cette fois-ci mobilisé contre le gouvernement de droite.

De plus, une partie de ceux qui, l'an dernier, ont voté pour Sarkozy en sont revenus et ne se sont pas mobilisés, ni au premier ni au deuxième tour. Il est caractéristique que, même dans les villes, comme Strasbourg, Toulouse ou Amiens, où les

résultats du premier tour ont montré que le deuxième risquait d'être serré et où la participation s'est accrue d'un tour à l'autre, c'est l'électorat de gauche qui a accentué sa mobilisation, celui de la droite pratiquement pas.

Le PS principal bénéficiaire

Tenant compte de l'ensemble des deux tours, la poussée vers la gauche a profité essentiellement au PS qui, par ailleurs, a réussi dans un certain nombre de cas, notamment dans la banlieue parisienne, à renforcer ses positions au détriment du PC.

Les primaires lancées par le PS dans les municipalités dirigées par le PC étaient déjà l'annonce d'un choix de sa part. Choix accentué au deuxième tour où, notamment dans quatre villes de la Seine-Saint-Denis, La Courneuve, Saint-Denis, Bagnolet et Aubervilliers, le PS s'est maintenu, bien que ses listes soient arrivées derrière celles du PC. Le choix était clairement de miser sur l'apport de l'électorat de droite pour renverser le rapport de force électoral entre le PC et le PS.

Dans trois de ces quatre villes, le PC a remporté la triangulaire qui lui était ainsi imposée et a gardé ses mairies. Mais, à Aubervilliers, la liste PS a réussi, grâce à une partie des voix de droite, à évincer le PC de la mairie.

C'est également en faisant de l'électorat de droite l'arbitre de

sa compétition avec la liste de l'apparenté PC Brard qu'à Montreuil Voynet a réussi à prendre la mairie à ce dernier.

Les notables de la droite qui ont perdu leur mairie ont quelque raison d'encaisser les contrecoups du message dont le destinataire était principalement le gouvernement. Mais si la chose en reste à l'expression purement électorale du mécontentement, le gouvernement ne changera pas de politique. Fillon l'a affirmé de façon provocante le soir du deuxième tour. Depuis quelques jours, plusieurs dirigeants de la droite en viennent même à interpréter le message adressé au gouvernement comme l'exigence d'aller plus vite dans les prétendues « réformes » !

Reste à savoir si les travailleurs se contenteront d'exprimer dans les urnes leur écœurement devant la politique menée ou si l'écœurement se transformera en colère et se manifestera sur le terrain social. Le revers électoral du gouvernement comme la façon provocante dont il passe outre peuvent être l'étincelle qui provoquera l'explosion sociale. Les matériaux explosifs sont là et ne cessent de s'accumuler jour après jour. Le gouvernement y contribue avec les mesures annoncées contre les retraités, contre les contrats de travail. Le patronat y contribue plus encore en refusant que les salaires suivent la hausse affolante des prix. La crise sociale est inévitable. Elle est, surtout, nécessaire.

Georges KALDY

• Guadeloupe

Les résultats de Combat Ouvrier

Nos camarades de l'organisation trotskyste antillaise Combat Ouvrier ont dirigé une liste d'union à Baie-Mahault et présenté une candidate sur la liste PS-PC aux Abyennes, qui, dirigée par Eric Jalton, a évincé au deuxième tour le maire sortant Daniel Marsin. Aux Abysses, notre camarade Danielle Diakok, employée d'assurances, dirigeante syndicale, a donc été élue.

À Baie-Mahault, la liste « d'union des travailleurs » dirigée par Max Céleste de Combat Ouvrier a obtenu 171 voix (1,54 %). Cette liste comprenait notamment deux travailleurs dirigeants du Parti Communiste Guadeloupéen ayant mené de nombreuses luttes dans le passé. Le faible score de la liste s'explique en grande partie par la transformation de cette élection en un duel entre le maire actuel et l'ancien, faisant s'effondrer toutes les autres listes au profit du « vote utile » dès le premier tour.

Les élus de Lutte Ouvrière

Le second tour des élections municipales, le 16 mars, a permis l'élection de 43 conseillers municipaux de Lutte Ouvrière de plus, tous élus sur des listes d'union. Rappelons qu'à l'issue du premier tour, 36 conseillers municipaux avaient déjà été élus, dont 14 sur des listes Lutte Ouvrière, et 22 sur des listes d'union regroupant différents partis de gauche.

Après les deux tours, Lutte Ouvrière a donc 79 élus, dans 60 communes différentes, au lieu des 33 élus lors des précédentes municipales en 2001.

Voici la liste des élus :

Alfortville (Val-de-Marne) : Guy Mouney
Argenteuil (Val-d'Oise) : Dominique Mariette, Patrice Crunil
Bagnolet (Seine-Saint-Denis) : Jean-Pierre Mercier, Geneviève Reimeringer
Belfort (Territoire de Belfort) : Jean-Marie Pheulpin
Bourges (Cher) : Colette Cordat
Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) : Marie Savre
Clermont (Oise) : Daniel Rémond
Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine) : Mireille Lambert
Corbeil-Essonnes (Essonne) : Jean Camonin
Creil (Oise) : Roland Szpirko, Aude Pamart, Agnès Dingival
Drancy (Seine-Saint-Denis) : Idilio Valdenebro
Dunkerque (Nord) : Jacques Volant
Échirolles (Isère) : Chantal Gomez
Ensisheim (Haut-Rhin) : Aimé Sense
Ferrières-la-Grande (Nord) : Bruno Montmory
Fleury-les-Aubrais (Loiret) : Patrick Lamiable
Fourmies (Nord) : Marie-Claude Rondeaux, Jean-Charles Cournut, Dominique Gourmelen
Grand-Charmont (Doubs) : Christian Driano
Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) : Gisèle Pernin
L'Île-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) : Benoît Maranget

La Chapelle-Saint-Luc (Aube) : Pierre Bissey, Denis Derenne
La Ferté-Bernard (Sarthe) : Hervé Morvan
La Courneuve (Seine-Saint-Denis) : Cécile Duchêne, Jean-Michel Villeriot, Liliane Lecaillon
Lanester (Morbihan) : Cyril Le Bail
Le Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis) : Serge Fournet
Les Ulis (Essonne) : Didier Paxion
Leval (Nord) : Corine Mazzolini
Liévin (Nord) : Nathalie Hubert, Régis Scheenaerts
Limeil-Brévannes (Val-de-Marne) : Fabrice Peyrega
Marseille 8^e secteur (Bouches-du-Rhône) : Sylvie Moyen
Nevers (Nièvre) : Geneviève Lemoine
Nogent-sur-Oise (Oise) : Dominique Guillem
Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis) : Jean-Paul Burot
Novéant-en-Moselle (Moselle) : Frédéric Péquignot
Oissel (Seine-Maritime) : Pascal Le Manach
Orchies (Nord) : Éric Pecqueur
Oullins (Rhône) : Jean-Luc Renault
Ploufragan (Côtes-d'Armor) : Martial Collet
Quétigny (Côte-d'Or) : Patrick Berthelot
Romainville (Seine-Saint-Denis) : Olivier Tripelon

Saint-Martin-le-Vinoux (Isère) : Christine Tulipe
Saint-Doulchard (Cher) : Geneviève Blot-Murat
Saint-Alban (Haute-Garonne) : Vincent Combes
Saint-Quentin (Aisne) : Anne Zanditénas
Saint-Jacques-de-la-Lande (Ille-et-Vilaine) : Fabrice Lucas
Saint-Chamond (Loire) : André Moulin, Carmen Montet, Sauveur Cuadros, Zébida Guemra
Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) : Philippe Julien, Agnès Renaud
Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) : Monique Tesseyre
Saint-Fons (Rhône) : Christian Prada, Christine Estero
Sainte-Suzanne (Île de la Réunion) : Didier Lombard
Sin-le-Noble (Nord) : Roger Marie, Florence L'Hostis
Thiais (Val-de-Marne) : Pascal Boutet
Valentigney (Doubs) : Michel Treppo
Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle) : Jacques Lacreuse
Vaulx-en-Velin (Rhône) : Nathalie Arthaud, Marie-Andrée Marsteau, Stéphane Guyon
Vénissieux (Rhône) : Marie-Christine Seemann
Vierzon (Cher) : Régis Robin, Hélène Chantôme
Villejuif (Val-de-Marne) : Emmanuel Thebault
Villepinte (Seine-Saint-Denis) : Germain Esteves
Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) : Bernard Benyacar

• Rouge et les résultats de la LCR

Ambiguïtés, galéjades et fanfaronnade

Le numéro de l'hebdomadaire *Rouge*, daté du 13 mars 2008, censé analyser les résultats du premier tour des élections municipales, contient une double page centrale qui porte le titre : « Succès des anticapitalistes ». Elle récapitule département par département les listes dont les unes sont qualifiées « listes LCR 100 % à gauche », précédées d'un point noir pour les distinguer des autres « listes unitaires avec d'autres forces », précédées d'un point rouge.

Tout cela est fort clair, d'autant qu'un sous-titre résume le contenu du tableau : « La LCR a présenté ou soutenu plus de 200 listes aux municipales. Plus de 110 d'entre elles franchissent les 5 %, 32 dépassant les 10 %, et obtiennent 73 élus ».

La LCR a de quoi se réjouir car les résultats sont honorables, y compris là où les listes n'atteignent pas les 5 %.

En regardant cependant le tableau de plus près, on a quelques surprises. À commencer par le nombre de listes présentées.

Le lecteur, même le mieux disposé à l'égard de la LCR, a en effet beau compter et recompter les listes énumérées par la LCR, il n'en trouvera que 187. On nous dira : entre 187 et plus de 200, la différence n'est pas astronomique, d'autant moins qu'on ne précise pas si « plus de 200 », c'est 201 ou 299

Bien sûr, l'erreur est

humaine et l'arithmétique n'est pas nécessairement le fort du rédacteur du tableau. Mais, le soir même du deuxième tour, Olivier Besancenot continuait, dans ses interventions télévisées, à parler de « plus de 200 listes », ce qui sonne mieux que 187.

Un lecteur moyennement curieux poserait légitimement la question : sur ce total de « plus de 200 listes » – devenues 187 –, combien sont présentées par la LCR et combien sont des listes unitaires ? Pour le savoir, il devra les compter une à une sur le tableau pour constater que les listes « LCR 100 % à gauche » sont au nombre de 78, tandis que les listes unitaires sont 109.

Mais que sont donc ces « listes unitaires » ? Et qui sont les élus que la LCR annexe allègrement parmi les élus « anticapitalistes », terme suffisamment ambigu pour qu'un lecteur peu

attentif puisse comprendre « élu(e)s LCR » ?

Loin de nous la capacité de donner une réponse exhaustive à ces questions. Mais, en constatant qu'à Alfortville, l'unique élu de la liste unitaire est un militant de Lutte Ouvrière, on commence à se poser des questions.

En cherchant bien, le lecteur découvrira d'autres cas similaires. Par exemple, à Saint-Quentin. Pour cette ville, le tableau de *Rouge* affiche fièrement que la liste « La gauche en force » a obtenu 39,13 % des votes et 9 élus. Il omet juste de préciser que la tête de liste est du Parti Socialiste, que la liste était présentée en commun par le PS, le PC, LO, le PT, la LCR et les Verts, dans le cadre d'un accord unitaire qui, faut-il le préciser, n'avait rien de « technique », comme aime à le répéter la LCR. Notre camarade élue sur cette liste n'est donc pas la seule à être annexée par la LCR, qui n'a qu'un seul élu parmi les 9 de cette liste unitaire...

Idem pour d'autres villes comme, par exemple, Nouzonville, dans les Ardennes, où la liste « À gauche pour Nouzonville » a bien eu 28,94 % des voix et 4 élus, mais dont une

seule est de la LCR. Ou encore Lanester où la liste « *Franchement à gauche* » a, certes, recueilli 24 % des votes et obtenu 4 élus mais dont pas un seul n'est de la LCR (un d'entre eux est, là encore, de Lutte Ouvrière) !

Une autre curiosité : la liste de Malakoff, intitulée « *Autrement à gauche* », est présentée, dans le tableau de *Rouge*, comme une « liste LCR 100 % à gauche ». Une liste LCR « *pur jus* », pour reprendre l'expression préférée de nos camarades. Or l'identité politique que se donnent certains candidats sur la liste officielle va du « *dilettante politique, dilettante civique* » au « *citoyen désabusé* » en passant par « *jazzman liberte* » – ce n'est, apparemment, pas une faute d'orthographe –, « *divorcé décroissant chaud* » et « *altermondialiste et citoyen grolandais* » ! On peut, bien sûr être « *jazzman liberte* » ou « *citoyen désabusé* » et être une personne tout aussi honorable que la militante d'une organisation qui se dit communiste révolutionnaire, mais les uns et les autres ne sont pas porteurs de la même identité politique. À moins que la liste soit, dans son éclectisme joyeux, la préfigura-

tion du Nouveau Parti Anticapitaliste – NPA, pour les intimes – dans lequel la LCR compte se fondre.

Etant donné le sérieux avec lequel la LCR traite les informations concernant les listes sur lesquelles elle figure, nous aurions mauvaise grâce d'être choqués parce qu'elle affirme qu'à Perpignan, Lutte Ouvrière ne s'est pas désistée de la liste du PS lorsque celle-ci a décidé, entre les deux tours, de fusionner avec la liste du MoDem et avec une liste PS dissidente où figuraient d'autres membres du MoDem. L'information de la LCR est évidemment fautive. Si elle n'est pas démentie, elle se révélera mensongère.

Mais revenons-en à la gonflette concernant le nombre de listes présentées ou le nombre d'élus.

Manque de sérieux ? Bluff ? Pourquoi, diable, faut-il que la LCR éprouve le besoin d'amplifier des résultats dont il n'y a pas à rougir – si tant est qu'il y ait lieu de rougir d'un résultat électoral ? Il est vrai que ne seront trompés que ceux qui veulent bien l'être...

Georges KALDY

• Éducation nationale

Des économies sur le dos des plus pauvres

11 200 suppressions de postes d'enseignants pour la rentrée prochaine, pour le ministre Darcos ce n'est qu'un chiffre. Mais pour bien des familles, c'est autant de catastrophes. D'abord pour les enfants qui ne pourront pas être scolarisés en maternelle en septembre prochain parce que des classes auront fermé. Ensuite pour des enfants déjà en difficulté qui se retrouveront dans des classes de primaire trop nombreuses pour que les instituteurs puissent se consacrer avec efficacité aux élèves qu'on dit de façon hypocrite « issus de milieux défavorisés ». C'est-à-dire aux enfants chez qui on ne

parle pas ou pas bien le français, à ceux dont les familles sont déchirées par les problèmes quotidiens, à ceux dont les parents sortent éreintés par le travail ou ont des horaires, des contraintes, des difficultés qui les empêchent de cadrer efficacement leurs enfants.

Pour tous ceux-là, avoir un instituteur disponible est la seule chance de pouvoir vraiment apprendre. La politique du gouvernement va les empêcher en fermant des classes année après année.

Les enfants concernés sortiront de l'école sans savoir parler, lire, écrire et compter correctement et entreront dans des

collèges aux classes de plus en plus chargées, à l'encadrement de plus en plus restreint. Ils n'y rattraperont pas leur retard, au contraire. Ils seront alors orientés vers les lycées professionnels où les attendra une mauvaise surprise : à partir de l'année prochaine le cursus professionnel qui durait jusque-là quatre ans (deux ans de BEP, deux ans de Bac professionnel) sera progressivement ramené à trois. Cela représentera une diminution de 25 % des moyens consacrés par l'Éducation nationale aux élèves de cette filière, généralement issus des classes populaires !

Devant de telles perspecti-

ves, il y a heureusement des réactions. Celles des enseignants bien sûr, qui veulent pouvoir faire leur travail correctement. Des mouvements ont lieu dans de nombreux établissements du secondaire pour refuser les suppressions de postes et les diminutions d'horaires. De plus, beaucoup d'enseignants refusent par avance de faire des heures supplémentaires, parce que ce serait accepter à la fois la diminution du nombre d'enseignants et la dégradation des conditions de travail. Dans certains établissements, des élèves se joignent à leurs professeurs dans des mouvements et des manifestations.

Les parents d'élèves des écoles où sont annoncées des fermetures de classes se mobilisent aussi.

Quand le gouvernement détourne l'argent des services publics pour faire des cadeaux aux riches, c'est forcément au détriment des classes populaires. Quand il s'agit de la poste ou des transports, cela rend la vie plus difficile. Quand il s'agit de la santé, le coup est encore plus dur. Mais là, c'est l'avenir des enfants qui est en cause et cela mérite d'autant plus une réaction.

Paul GALOIS

• Cité scolaire Henri-Wallon – Aubervilliers (Seine-Saint-Denis)

Le rectorat jette de l'huile sur le feu... puis recule

À la cité scolaire Henri-Wallon d'Aubervilliers, le rectorat avait été contraint de revenir en partie sur des mesures qu'il comptait imposer et qui auraient abouti à la suppression de 17 postes. Après dix jours de grève, il annonçait le lundi 10 mars qu'il maintenait 13 postes et que seuls les départs en retraite ou les enseignants mutés ne seraient pas remplacés. Bien que n'ayant pas tout obtenu, les professeurs, ainsi que les élèves et les parents qui s'étaient mobilisés ont ressenti les reculs du rectorat comme une victoire.

Mais quelle ne fut pas leur surprise quand, le lendemain de la reprise du travail, la direction

annonçait que l'inspection académique décidait de supprimer deux postes supplémentaires au collège, un établissement qui fait partie de la cité scolaire. Sous prétexte qu'il manquait une heure pour boucler le service d'un poste de technologie, l'inspection académique supprimait tout bonnement le poste en voulant contraindre par là même l'autre professeur de technologie à faire des heures supplémentaires.

En apprenant la nouvelle, toute la cité scolaire fut en émoi. Que le rectorat revienne aussi vite sur sa parole a provoqué la colère des enseignants, qui n'acceptaient pas que des postes recédés sur le lycée soient finale-

ment retirés au collège. Aussi, la grève fut donc votée par plus de 50 enseignants pour le jeudi 13 mars, avec manifestation à Bobigny. Les lycéens se réunissaient également en assemblée et appelaient aussitôt à se mobiliser.

Le communiqué de presse pour alerter de nouveau les radios et journaux était à peine terminé que l'inspection académique faisait volte-face et retrouvait, comme par miracle, les deux postes qu'elle voulait supprimer quelques heures plus tôt.

L'inspection académique et le rectorat qui la chapeaute se sont renvoyé la balle s'accusant mutuellement de cette boulette qui, à un moment où d'autres

établissements du secondaire sont en lutte dans l'académie, risquait de remettre en grève une cité scolaire qui venait tout juste de reprendre le travail. L'administration s'est dépêchée de faire sa cuisine, transférant des heures supplémentaires du lycée au collège et les transformant en heures définitives... pour rétablir les deux postes supprimés !

Ces gens-là font ce qu'ils veulent avec les horaires, consi-

dèrent les enseignants comme des pions que l'on déplace au gré de leurs besoins, cherchent par tous les moyens à supprimer les postes et à réduire les effectifs dans l'Éducation nationale. Mais la preuve est faite que, sous la pression des enseignants, des élèves et des parents, ils peuvent aussi les rétablir. Quand la crainte les gagne, ils deviennent subitement plus raisonnables.

Correspondant LO

• Yvelines

Des enseignants pour étudier !

149 postes d'enseignants supprimés à la rentrée scolaire 2008 dans des collèges et des lycées des Yvelines, représentant près de 3 000 heures de cours perdues pour les jeunes, voilà ce qui motive, depuis plusieurs semaines, des mobilisations d'enseignants, d'élèves et de parents dans près de 60 établissements du département. Le mécontentement provoqué par le cynisme de la politique d'économies du ministère et sa traduction dans le réel par le rectorat de Versailles n'a pas été calmé par les vacances scolaires de février, loin de là.

Samedi 15 mars, deux manifestations étaient organisées dans le département, l'une dans la région de Saint-Quentin-en-Yvelines, l'autre dans la région mantoise. Lors de cette dernière, six cents

manifestants ont convergé à Mantes-la-Jolie, depuis Limay, Mantes-la-Ville et le quartier du Val-Fourré. Avec les parents qui avaient été délogés manu militari du collège de la Vaucouleurs de Mantes-la-Ville, les manifestants, collégiens et lycéens, enseignants, parents d'élèves, militants syndicaux, militants du Parti Communiste, du Parti Socialiste, de Lutte Ouvrière, de la Ligue Communiste Révolutionnaire, des Verts et d'autres organisations, ont réclamé « Pas de policiers pour nous calmer, des enseignants pour étudier » et « Dans tous les quartiers, dans toutes les régions, une même éducation ».

Correspondant LO



Mobilisation contre les fermetures de classes et les suppressions de postes

• Lycée Gaston-Bachelard – Chelles (Seine-et-Marne)

Dans l'académie de Créteil, les suppressions de postes prévues pour la rentrée 2008 touchent tout particulièrement les lycées : en moyenne, quatre postes en moins dans chaque établissement. Au lycée Gaston-Bachelard de Chelles, ce n'est pas moins de seize postes qui seraient supprimés à la rentrée prochaine.

Quand la dotation horaire globale (DHG) attribuée au lycée pour l'année 2008-2009 est tombée, la consternation et l'indignation ont été générales parmi les enseignants : treize postes supprimés, cinq classes fermées, une de seconde et quatre de terminale. Ils ont immédiatement réagi en votant contre la DHG au Conseil d'administration de l'établissement et en alertant les parents d'élèves par des distributions de tracts à l'entrée du lycée. En guise de réponse, une provocation supplémentaire de la part du rectorat : à la rentrée des vacances de février, nous apprenions que finalement ce ne serait pas treize mais seize postes qui seraient supprimés. Quant aux heures supplémentaires, elles s'élèveraient, pour l'ensemble des matières enseignées, à plus de 250 heures hebdomadaires, soit l'équivalent de quatorze postes d'enseignants certifiés. Pour le rectorat, ce serait une bonne affaire : des postes de fonctionnaires seraient supprimés en échange d'une dotation d'heures supplémentaires sous-payées (puisque seule la première est majorée de 20 %,



les autres étant rémunérées à un taux inférieur à celui d'une heure normale d'enseignement). Pour les enseignants restants, cela signifierait un alourdissement de la charge de travail tandis que leurs collègues, dont le poste serait supprimé, auraient d'autant plus de mal à retrouver un poste géographiquement proche que, dans presque tous les établissements, des postes disparaissent et que les départs en retraite ne sont pas remplacés.

C'est sur la base de ces calculs, mais aussi du refus de la fermeture d'au moins trois classes de terminale et de la classe de seconde, qu'enseignants et élèves se sont mobili-

sés. Dans cet établissement qui accueille plus de 1 500 élèves, classé en APV (anciennement « zone sensible »), dont les résultats au baccalauréat sont très faibles, la suppression de ces trois terminales entraînerait la généralisation de classes à 35 élèves et la quasi-impossibilité pour ceux qui auront raté le bac de redoubler dans le lycée, faute de places disponibles. De ce fait, lorsque les enseignants réunis en assemblée générale ont voté à une large majorité lundi 11 mars l'arrêt des cours et le « blocus » du lycée pour le jeudi suivant, les élèves ont répondu à l'appel avec enthousiasme. Groupés mas-

sivement à l'entrée de l'établissement avec leurs professeurs, ils ont provoqué l'arrêt quasi total des cours jeudi 13 mars et vendredi 14.

Lundi 17 mars, le rectorat restant toujours sourd à une demande d'entrevue, une rencontre entre les enseignants mobilisés et les parents d'élèves était organisée dans une salle prêtée par la mairie.

Le blocus tient plus que jamais... et le mouvement s'est étendu à deux autres établissements de la ville, les lycées Louis-Lumière et Jehan-de-Chelles.

Correspondant LO

• Lycée Louise-Michel – Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne)

Au lycée Louise-Michel de Champigny, les moyens accordés pour 2008 prévoient la disparition d'au moins quatre classes et la suppression de 13 postes d'enseignants sur la centaine actuellement présente. La volonté du gouvernement de faire des économies sur les services publics ferait ainsi perdre 10 % des professeurs. Ceci, alors que nous avons déjà perdu trois classes à la rentrée 2007. Dans cette commune populaire, ces baisses de moyens menacent gravement la diversité des filières offertes aux

élèves. Une délégation reçue le 12 mars au rectorat s'est entendu dire qu'aucune réponse ne pouvait être apportée aux revendications des enseignants qui, réunis le lendemain, ont décidé la grève et le blocage du lycée pour le vendredi 14 mars.

Ce jour-là, une trentaine d'entre eux ont donc cadencé la grille du lycée et expliqué aux élèves les raisons de leur mouvement, en les invitant à se joindre à eux. Toute la matinée, à une centaine, des élèves et des professeurs ont diffusé des

tracts aux entrées des établissements de la ville, sur le marché et aux carrefours proches, pour faire connaître leur situation, et appeler à un rassemblement le samedi après-midi devant la mairie.

Dans la matinée, nous apprenions que les postes de deux collègues étaient maintenus, ce qui fut ressenti comme une première victoire. L'après-midi, le lycée voisin Marx-Dormoy était à son tour bloqué par les élèves. Le groupe d'élèves de Louise-Michel qui était passé dans la matinée avait fait des

émules ! Le blocage des deux lycées, cette fois par les élèves, se poursuit le samedi matin et l'après-midi, plusieurs centaines d'élèves, de parents et de professeurs se retrouvèrent devant la mairie.

Enseignants et élèves ont pris la parole et ont reçu le soutien du maire PC fraîchement réélu, puis ont manifesté dans les rues de la ville. Elèves et professeurs ont alors décidé de la poursuite du blocage jusqu'à la grève nationale du mardi 18.

Correspondant LO

• Manifestation des handicapés

Pour un revenu leur permettant de vivre

Samedi 29 mars, le collectif « ni pauvre, ni soumis », qui regroupe 85 associations de handicapés, appelle à un rassemblement, place de la République à Paris. Les manifestants se dirigeront ensuite vers l'Élysée pour rappeler à Sarkozy ses promesses électorales.

En effet en 2007, celui-ci s'était écrié : « Dans la cinquième puissance du monde, le minimum vieillesse et l'allocation pour adulte handicapé ne sont même pas au niveau du seuil de pauvreté. Pouvons-nous l'accepter ? » Et il avait promis, d'ici 2012, une revalorisation de 25 % de l'allocation adulte handicapé. Eh bien, en 2008 il semble très bien l'accepter, puisqu'au 1^{er} janvier cette allocation n'a été revalorisée que de 1,1 % pour atteindre... 628,10 euros mensuels.

Il est bien sûr impossible de s'en sortir avec si peu et comme le dit un handicapé : « On survit ! Hors de question de prendre une voiture, d'emprunter aux banques ou de louer un logement. » D'après les associations de handicapés ils étaient, fin 2006, près de 700 000 à « survivre » avec si peu. C'est pourquoi elles demandent la création d'un revenu de remplacement d'un montant au moins égal au smic brut et indexé sur celui-ci. Elles rappellent l'urgence de ces mesures au moment où la hausse des prix des produits de première nécessité et les franchises médicales diminuent encore plus le pouvoir d'achat des handicapés, comme de toute la population.

Pendant sa campagne électorale, Sarkozy n'avait pas été avare de beaux discours, comme d'ailleurs avant lui Chirac, qui avait promis de faire de la politique des handicapés un des « grands chantiers » de son quinquennat. Mais quand il s'agit de pouvoir d'achat, leurs promesses valent aussi peu pour les handicapés que pour l'ensemble des salariés !

Cédric DUVAL

• Tibet

Pékin réprime, l'Occident regarde ailleurs

On ne sait pas très précisément ce qui s'est passé à Lhassa, la capitale du Tibet, où la police chinoise nie avoir tiré sur la foule et instauré la loi martiale. Toujours est-il qu'on y estime les morts à plusieurs dizaines, après que des manifestants y ont commémoré à leur façon le départ forcé en exil, le 13 mars 1959, du dalaï-lama.

À l'époque comme maintenant, le dalaï-lama se voulait le chef religieux et politique du Tibet, officiellement province de la République populaire de Chine fondée en 1949 par Mao Zedong. Quand le régime maoïste parvint au pouvoir, la Chine sortait de décennies de chaos, de guerres civiles et étrangères, où les rivalités des grandes puissances pour se tailler des fiefs en Chine y avaient favorisé le séparatisme. C'est dans ce contexte que le Tibet, rattaché depuis des siècles à l'Empire du Milieu, avait obtenu sa quasi-indépendance.

Plus encore que la Chine d'alors, le Tibet était resté plongé dans une profonde arriération. Ainsi, en 1949, plus de la moitié de la population était réduite au servage par moins de 5 % de propriétaires fonciers, les moines bouddhistes (les lamas) vivant en parasites sur la paysannerie, tandis qu'au sommet de cette société médiévale trônait un seigneur temporel et spirituel, le dalaï-lama.

En 1951, l'armée chinoise de « libération nationale » ayant pénétré dans Lhassa, un « accord en 17 points sur la libération pacifique du Tibet » fut signé avec le dalaï-lama. En échange de la reconnaissance de son régime, Pékin s'engageait à ne pas toucher au système social incarné par le dalaï-lama, qui continua donc à diriger le Tibet avec l'accord de Pékin.

Mais, après les émeutes anti-chinoises de 1956, qui s'étendirent en 1957 et 1958, Pékin choisit de se passer du dalaï-lama. Celui-ci prit la fuite, en mars 1959, pour échapper à la prison. L'abolition officielle du servage et de l'esclavage au Tibet ne datent que d'après son départ. Autre mesure visant les féodaux et moines tibétains ayant cessé d'être loyaux, la « collectivisation » des terres fut décidée par Pékin en 1961.

Cependant, en pleine Guerre froide, les États-Unis et leurs alliés entreprirent d'attiser le séparatisme tibétain car il affaiblissait le régime de Mao. Des guérilleros tibétains allèrent même s'entraîner dans un camp de la CIA, au Colorado. Sans grand résultat, semble-t-il.

Affectant d'ignorer son passé à la tête d'une théocratie féodale pratiquant la torture, le servage et même l'esclavagisme, la plupart des dirigeants occidentaux découvrirent alors dans le dalaï-lama une « référence spirituelle », ce qui lui valut entre autres le prix Nobel de la paix en 1989.

Le régime de Pékin, lui, pour conforter son emprise, répliqua par des arrestations, des condamnations d'opposants, l'implantation de nombreux colons au Tibet. Devenus suspects, les moines bouddhistes furent persécutés et, durant la prétendue Révolution culturelle, nombre d'entre eux furent défro-



qués de force, sinon exécutés. Le régime poursuivait ses propres buts en tentant d'unifier économiquement et politiquement la Chine. Il tendait aussi à pousser le Tibet hors du Moyen Âge, avec des conséquences souvent positives : les conditions d'existence de la population changeaient. L'espérance de vie moyenne, qui était de 36 ans en 1950, passa à plus de 61 ans en 1990. La mortalité infantile chuta, la population fit plus que doubler en nombre. L'enseignement, en tibétain et en chinois, se répandit à la place du bourrage de crâne dans les écoles religieuses.

Cependant, antidémocratique pour l'ensemble de la population chinoise, le régime l'était d'autant plus pour le Tibet qu'il s'imposait de l'extérieur. Le

relatif progrès économique et culturel rendait aussi l'oppression d'autant plus insupportable.

Dans d'autres régions de Chine, les flambées de colère de la population ne sont pas rares, suscitées par la corruption, l'exploitation, les vols de l'administration et du patronat. Mais au Tibet, toute contestation sociale et politique revêt aussi la forme d'une contestation nationale, ne serait-ce que parce que la langue et l'origine ethnique de ceux qui tiennent les fusils ne sont pas celles des manifestants. Et les méthodes odieuses, la politique même du régime chinois tendent aussi à masquer aux classes travailleuses tibétaines ce qui sépare leurs intérêts de ceux de leurs anciens maîtres, en les rejetant dans le camp clé-

rico-féodal du dalaï-lama et de son entourage.

Quant aux grandes puissances, nombre de journaux, voire d'officiels gouvernementaux, n'ont pas manqué de protester verbalement contre la répression au Tibet. Des commentateurs, ici ou là, ont à nouveau évoqué un boycott des Jeux Olympiques de Pékin, alors que même le dalaï-lama se prononçait contre ! Mais le maximum, et en tout cas le plus sérieux dans le genre, est venu de Washington, qui a appelé Pékin à « plus de retenue ». En langage diplomatique, chacun sait ce que cela veut dire : faites comme chez vous.

Pierre LAFFITTE

• Kosovo

Émeutes à Mitrovica : l'engrenage

Lundi 17 mars, dans la ville de Mitrovica dans le nord du Kosovo, des affrontements se sont produits entre des manifestants serbes et les troupes de l'Otan (la Kfor) et celles de la Mission de l'ONU (Minuk). On compte plus de 150 blessés, parmi les manifestants serbes mais aussi parmi les militaires ; un policier ukrainien de la police de l'ONU serait mort des suites de ses blessures.

C'est dans la zone la plus proche de la Serbie que vivent 40 000 des 120 000 Serbes du Kosovo. La ville de Mitrovica est elle-même coupée en deux : au nord de la ville, on trouve des

Serbes, au sud, des albanophones ; le pont sur l'Ibar, censé relier les deux moitiés de la ville, est en fait une frontière. Depuis la proclamation de l'indépendance du Kosovo, le 17 février dernier, la tension est permanente dans la partie nord.

Vendredi 14 mars, des manifestants serbes ont occupé deux tribunaux de l'ONU, réclamant que ces organismes qui gèrent les affaires courantes dans la partie serbe soient placés sous la direction de la Serbie et non du gouvernement kosovar. L'arrivée des troupes de l'ONU et de l'OTAN a déclenché de véritables émeutes : aux grenades lacrymogènes et

bombes paralysantes, ont répondu des bombes artisanales et des tirs d'armes automatiques, des véhicules de la Kfor et de la Minuk ont été incendiés, la population a libéré des manifestants serbes qui avaient été arrêtés. Finalement, la Kfor est restée mais l'ONU a donné l'ordre à sa police de se retirer.

Le gouvernement serbe a parlé d'une véritable provocation de la part des troupes internationales qui ont usé « d'une force disproportionnée » et a annoncé ses consultations avec la Russie « pour arrêter toute forme de violence contre les Serbes ». Le Premier ministre kosovar accuse

le gouvernement serbe d'inciter à la violence. Les États-Unis et l'Union européenne appellent au calme.

Mais les grandes puissances sont bien incapables de proposer une quelconque solution. Elles ont elles-mêmes contribué au dépeçage de la Yougoslavie, enclenchant un processus d'affrontements et de divisions ethniques sans fin. Après quoi, toute leur politique a consisté depuis dix ans à envoyer des troupes « de maintien de la paix », avec le succès qu'on sait : l'ONU d'abord à partir de 1999, puis un renfort de l'OTAN, après des affrontements sanglants

entre Serbes et Albanais qui firent vingt morts à Mitrovica, il y a quatre ans, jour pour jour.

Maintenant, après la déclaration d'indépendance du Kosovo, l'Europe parle d'envoyer l'Eulex, une force européenne chargée de veiller sur la zone serbe et dont on imagine facilement quel accueil elle recevra.

L'engrenage des conflits nationaux et micro-nationaux continue à tourner en ex-Yougoslavie, et ce ne sont pas les envois successifs de troupes qui pourront l'arrêter.

Sylvie MARÉCHAL

• Crise financière

Les banques centrales au secours des spéculateurs

La crise dite des subprimes, ces prêts immobiliers à hauts risques, partie des États-Unis en août 2007, n'en finit pas de faire sentir ses effets. Malgré les affirmations sans cesse répétées que cette crise reste sous contrôle, sinon résorbée, elle continue à perturber l'ensemble de l'économie mondiale.

Vendredi 14 mars, la Réserve fédérale américaine, la Fed, c'est-à-dire la banque centrale des États-Unis, a sauvé de la faillite Bear Stearns, la cinquième banque d'affaires américaine, en invoquant une loi datant de 1932 et de la « Grande Dépression », terme qui désigne la crise économique de 1929. La veille, on annonçait de graves difficultés pour le groupe de télécoms et d'armement Carlyle et la faillite probable de son fonds spéculatif spécialisé dans les subprimes. Bush déclare que la Fed « a les choses en main ». N'empêche qu'à Wall Street, la Bourse de New York, la cotation de toutes les banques recule et que les rumeurs vont bon train concernant des pertes gigantesques subies par Citigroup, la première banque américaine, et d'autres sociétés de premier plan.

Au cours de la semaine du 10 au 15 mars, cinq banques centrales, américaine et européennes, ont accordé 200 milliards de prêts à des banques en difficulté. De son côté, la Fed a mis en place un dispositif qui lui permet de prêter 200 autres milliards à quelques grandes banques privées. Ces milliards qui se déversent pourtant à flots n'arrivent pas à colmater les voies d'eau provoquées par la

spéculation. Car le caractère douteux des subprimes a eu des effets dévastateurs – les financiers eux-mêmes appellent ce type d'actions en Bourse des « actions pourries » – et on a pu constater qu'une bonne partie des produits financiers reposaient sur ces actions douteuses, sans même qu'on puisse démêler les parties prétendument saines des parties pourries. Et comme à l'échelle du monde ils en détiennent tous, c'est toute l'économie, finance et industrie réunies, qui se retrouve contaminée par la défiance à l'égard des subprimes.

Depuis août 2007, les États et les banques centrales multiplient les interventions pour tenter de rétablir la confiance. Le 17 novembre par exemple, en une seule nuit la Banque centrale européenne avait accordé 350 milliards d'euros de crédits. Mais ces gestes, destinées à compenser les pertes des banques privées et des organismes financiers, contribuent au contraire à accroître les craintes et à accentuer la méfiance, et du même coup à aiguïser la voracité des gros spéculateurs, qui y voient l'opportunité de faire une bonne opération. Car la logique spéculative, si l'on peut parler de logique en l'occurrence, fonctionne sur ces calculs à court



Le siège social de la banque JP Morgan à Wall Street (New York).

terme qui, en anticipant sur des gains immédiats, crée une fuite en avant qui en s'accroissant peut tout à fait se transformer en un mouvement incontrôlé. Ceux qui agissent ainsi n'ignorent rien des risques qu'ils font courir au système. Mais, après eux le déluge !

Quant aux effets immédiats de cette crise financière, on les voit déjà. Aux États-Unis, des milliers de gens ont perdu leur maison, des milliers d'autres

ont été licenciés ou vont l'être dans les banques en difficulté. À la City, le quartier des affaires de Londres, 30 000 à 50 000 licenciements sont prévus à court terme. Et de toute façon, ces milliards distribués, dans l'urgence, pour venir au secours des organismes financiers en perdition, les gouvernements vont tout faire pour les faire rembourser, non pas aux responsables qui sont aussi les profiteurs de cette situation,

mais à leur population. Déjà, on entend les ministres et leurs porte-parole nous expliquer ici, en France, que la situation sera longue à se résorber, qu'il faudra se serrer la ceinture durant des mois, voire des années, que les caisses sont vides. Sauf celles des grandes entreprises qui publient ce mois-ci des résultats montrant que leurs actionnaires ont rarement été aussi bien servis.

Vincent GELAS

• Allemagne

Halte à la baisse des salaires !

Depuis plusieurs semaines, les mouvements de grèves se multiplient en Allemagne à l'occasion du renouvellement des conventions collectives salariales.

Dans la sidérurgie, après une série de débrayages en février, le syndicat IG Metall a accepté une hausse de 5,4 % pour les 93 000 salariés du secteur.

Pour les 1 300 000 salariés de l'État fédéral et des communes, les « grèves d'avertissement » se poursuivent aussi depuis la mi-février. Les syndicats Verdi et DBB réclament 8 % d'augmentation avec un minimum de 200 euros, mais les employeurs ne veulent concéder qu'une aug-

mentation de 4 % (plus 1 % qui serait lié à la performance) en plusieurs étapes jusqu'à la fin 2009. Ramené à l'inflation et à l'augmentation du temps de travail prévue, cela signifierait une baisse des salaires réels.

Des mouvements ont aussi lieu dans le commerce de détail, une branche où le patronat refuse depuis septembre dernier toute négociation salariale pour ses 2,6 millions de salariés.

À Berlin, la municipalité de

« gauche » n'a proposé aux 12 500 salariés de BVG – qui gère les transports dans la capitale – et de sa filiale Berlin Transport (où les salaires sont en moyenne inférieurs de 30 % à ceux de BVG) qu'une augmentation progressive de 6 %, s'étalant jusqu'à 2010 pour les plus jeunes embauchés (depuis août 2005)... et pratiquement rien pour les plus anciens (90 % du personnel), qualifiés par la mairie et la presse de « privilégiés ». Cette tentative de diviser les travailleurs a échoué. Après plusieurs débrayages, les syndiqués de

Verdi ont voté (à 96,9 %) le 28 février en faveur d'une grève illimitée. La grève, qui a démarré le 5 mars, a duré douze jours, pendant lesquels bus, tramways et métros n'ont pas circulé. Mais depuis le 17 mars le syndicat a limité le mouvement aux ateliers d'entretien et aux bureaux, sans que la direction ait vraiment fait de proposition sérieuse.

Toutes ces actions interviennent après le long mouvement des agents de conduite de la Deutsche Bahn qui a duré dix mois et a donné lieu à six grèves depuis l'été 2007, dont beaucoup

de travailleurs se sont sentis solidaires. Car le problème des salaires est général. Cela fait des années qu'ils augmentent moins vite que l'inflation, lorsqu'ils ne diminuent pas. Selon les calculs du ministère des Finances, le salaire moyen net corrigé de l'inflation se situe aujourd'hui en dessous du niveau de 1997. Pendant le même temps les entreprises ont continué à annoncer des bénéfiques records. Il est temps de rétablir les choses en faveur des salariés.

Henri MARNIER

• Irak

Cinq ans de guerre au peuple irakien

C'est le 20 mars 2003, il y a cinq ans, que les premiers missiles lancés par les armées américaines et britanniques frappaient l'Irak.

Comme bien d'autres guerres avant elle, cette guerre fut lancée sur la base de mensonges purs et simples de l'administration Bush, qui inventa de toutes pièces une prétendue connexion du régime de Saddam Hussein avec le groupe terroriste Al-Qaida, responsable des attentats du 11 septembre 2001 à New York. Elle prétendit aussi que les dirigeants irakiens disposaient d'armes de destruction massive. En fait, il s'agissait tout simplement pour les États-Unis de prendre par la force le contrôle d'une région riche en pétrole.

Épuisé par huit ans de guerre avec l'Iran dans les années quatre-vingt, par une première guerre contre les puissances impérialistes en 1991, et un embargo économique, ponctué de bombardements américains, tout au long des années quatre-vingt-dix, le régime de Saddam Hussein tomba facilement. En mai 2003,

le président Bush annonçait sa victoire : « mission accomplie ». Il prétendait alors aider les Irakiens à reconstruire leur pays. Commença alors l'occupation américaine, qui n'a pas cessé depuis.

Pendant ces cinq années, les destructions ont été bel et bien massives et le bilan humain est très lourd.

Côté américain, un million de soldats se sont succédé en Irak. 4 000 y sont morts et près de 30 000 en sont revenus blessés, handicapés ou traumatisés. La rubrique des faits divers, aux États-Unis, est désormais émaillée de crimes commis par d'anciens GI's.

Mais, côté irakien, le bilan est bien plus terrible encore. Au moins 150 000 civils irakiens seraient morts directement du fait de la guerre. Mais 600 000 autres civils seraient morts, victimes de la destruction du système de soins, des réseaux de distribution électrique et d'eau potable. L'augmentation des prix des denrées de première nécessité est si forte que quatre millions d'Irakiens (sur 27 millions) souffrent de malnutrition. Plus de dix millions

n'accèdent pas à l'eau potable. Des millions d'hommes vivent sans éclairage. Le chômage atteint 50 %.

Officiellement, l'occupation militaire était censée ramener la paix et la prospérité, puisque le dictateur était chassé. Elle a engendré au contraire une multitude de conflits opposant les anciens partisans, sunnites, de Saddam Hussein aux nouveaux occupants, mais aussi aux milices chiites.

À plusieurs reprises, ces affrontements ont pris la forme de véritables guerres civiles. Les autorités américaines s'appuyaient sur la communauté chiite pour mettre en place un semblant de gouvernement civil, les milices chiites réussirent à contrôler les trois quarts de Bagdad. Deux millions de réfugiés, en majorité sunnites, quittèrent l'Irak pour la Jordanie ou la Syrie. Mais deux autres millions, chassés de leur maison par les différentes milices ou l'armée américaine, et n'ayant pas les moyens de quitter le pays, sont devenues des réfugiés dans leur propre pays.

Les autorités américaines

ont recherché ces derniers temps également le soutien de guérillas sunnites survivantes, leur distribuant argent et moyens dans l'espoir de rétablir un équilibre. Si les affrontements ont baissé d'intensité dans la dernière période, c'est que beaucoup de combattants ont été tués et que la capitale Bagdad est désormais divisée en une série de ghettos sunnites ou chiites, séparés par des murs de béton. Et si l'actuel Premier ministre Nouri al-Maliki se vante que le calme soit revenu, même pour de courts déplacements au cœur de la capitale il doit continuer d'utiliser des véhicules blindés et se faire accompagner de centaines de gardes armés.

Pour justifier leur intervention, les États-Unis ont agité le chiffon de la démocratie, mais ils n'ont amené au peuple irakien que le chaos. Ces cinq ans de guerre auraient coûté en moyenne cent milliards de dollars par an au budget américain, sans parler de tous les autres coûts, économiques et humains. Cet argent aura surtout bénéficié aux trusts américains qui ont tiré profit de la

guerre et de la prétendue « reconstruction » qui l'a suivie. C'est ce qui faisait dire à Dick Cheney, un des responsables de cette guerre, en déplacement ces jours-ci en Irak, qu'elle a été « couronnée de succès ». Mais pour la population irakienne, c'est un véritable désastre. Selon la Croix-Rouge, la « plupart des régions du pays restent parmi les plus critiques de la planète ».

Les États-Unis se sont engagés dans ce conflit pour conforter leurs intérêts dans la région. Aujourd'hui, une grande partie de l'opinion américaine souhaite que l'armée rentre à la maison. Mais les dirigeants américains n'ont pas l'intention de le faire, même si les candidats démocrates le laissent entendre.

Le refus de nombreux jeunes Américains de participer à la guerre du Vietnam a pesé dans la décision des dirigeants US d'y mettre fin. C'est peut-être un tel rejet qui finira par les décider à mettre fin à l'occupation de l'Irak.

Jacques FONTENOY

• Turquie

Grève sur les chantiers navals

Plusieurs milliers de travailleurs des chantiers navals de Tuzla, situés sur la mer de Marmara, non loin d'Istanbul, se sont mis en grève et ont manifesté les 27 et 28 février derniers.

La petite baie de Tuzla concentre 95 % de la construction navale turque. Sur quelques kilomètres sont implantés 43 chantiers qui fabriquent chimiquiers, pétroliers, et porte-conteneurs de faible tonnage, cargos cimentiers, remorqueurs, navires de pêche et yachts de luxe. La production de ces bâtiments a presque décuplé en quatre ans, propulsant les patrons du secteur de la seizième à la huitième place mondiale.

Cette frénésie d'activité dans la construction navale a un coût pour les 35 000 ouvriers de la baie de Tuzla : depuis août 2007, dix-huit d'entre eux ont trouvé la mort sur les chantiers, en raison des conditions de travail extrêmement dangereuses entraînant



La grève de Tuzla.

par des cadences insoutenables et une exploitation grandissante, les salaires étant pour nombre d'ouvriers extrêmement bas. Depuis 2000, les décès officiellement déclarés se montent à 83, les syndicalistes dénonçant par ailleurs de nombreux décès dissimulés grâce à « l'argent du sang » versé par certains employeurs à des familles ouvrières pauvres et désespérées. Beaucoup subissent de graves blessures ou se retrouvent infirmes à la suite des accidents, une bonne

partie d'entre eux ne bénéficiant pas de couverture sociale, car embauchés sans réel contrat par l'une ou l'autre des mille entreprises sous-traitantes qui tirent profit des 200 navires actuellement en commande.

À l'appel du syndicat Limter-Is, membre de la centrale DISK, qui regroupe les travailleurs des ports, des docks, de la construction et de la réparation navales, des milliers de travailleurs ont cessé le travail pour dénoncer leurs

conditions de travail et l'insécurité qui ont causé la mort de leurs camarades. Le piquet de grève organisé par des militants aux premières heures du mouvement afin d'appeler les ouvriers à cesser le travail a été brutalement agressé par la police qui a arrêté 75 grévistes et militants syndicaux et s'est livrée, comme souvent, à des passages à tabac. De plusieurs centaines au départ, les grévistes se sont rassemblés jusqu'à se retrouver à plusieurs milliers vers midi. Le

syndicat estime à 70 % la participation à la grève. En milieu d'après-midi, les 75 grévistes arrêtés étaient libérés.

Après une nuit de sit-in sur place, des milliers de grévistes se sont à nouveau rassemblés jusqu'à ce que l'association patronale reçoive des représentants du syndicat et recueille les revendications des grévistes, portant sur la limitation à 7,5 heures par jour de la durée du travail, la garantie de paiement par l'employeur donneur d'ordres des cotisations sociales et des salaires, l'hygiène minimum des logements et des vestiaires et le droit à la représentation syndicale. Les demandes ont été déclarées « positives et acceptables » par les représentants des patrons.

Les travailleurs des chantiers, forts de leur démonstration, ne se contenteront certainement pas de les croire sur parole.

Viviane LAFONT

Le droit à mourir dans la dignité

Chantal Sébire est atteinte d'une tumeur des sinus et de la cloison nasale qui, outre une terrible déformation du visage, lui a fait perdre la vue, l'ouïe et l'odorat, et qui lui occasionne des douleurs épouvantables. Tous ces maux vont inexorablement empirer car il n'existe aucune solution ni chirurgicale ni médicamenteuse, et donc aucun espoir de guérison ni même de stabilisation.

En toute lucidité, elle a donc demandé à la justice qu'un de ses médecins puisse se procurer et lui administrer « le traitement nécessaire pour lui permettre de terminer sa vie dans le respect et la dignité », c'est-à-dire le droit de décider de mourir avant que les dégâts de sa maladie et les douleurs qu'elle entraîne n'atteignent leur paroxysme. La réponse a été négative au motif

que la loi ne le permet pas.

On se souvient de Vincent Humbert, ce jeune homme totalement paralysé et impotent, alimenté par une perfusion se déversant dans son estomac mais jouissant de sa pleine conscience et qui, en 2002, avait demandé « le droit de mourir ». Ce droit lui avait été refusé. Sa mère et un médecin avaient passé outre et aidé Vincent à mourir. Poursuivis en justice, ils n'avaient pas été condamnés et, en 2005, la loi avait été modifiée, mettant un terme à une certaine hypocrisie, tout le monde sachant bien que dans de nombreux services de réanimation – et c'est une bonne chose – les équipes médicales mettent un terme à l'acharnement thérapeutique en limitant ou en arrêtant les soins.

La loi permet donc aujourd'hui de suspendre les traitements des malades en fin

de vie. Elle permet aussi d'administrer des médicaments contre la douleur à des doses dont on sait qu'elles peuvent provoquer le coma et la mort. Mais, si la loi permet de laisser mourir, elle n'autorise pas à aider à mourir et c'est contre cette autre hypocrisie que Chantal Sébire part en guerre. Elle peut entrer dans un service de soins palliatifs où on lui administrera des antalgiques à fortes doses qui la plongeront dans le coma, feront qu'elle ne se nourrira plus et mourra. Mais elle n'a pas le droit de choisir de mourir dignement, avant ces dégradations insupportables pour elle comme pour ses proches.

Bien sûr la promulgation d'une loi autorisant dans certains cas l'euthanasie n'est pas simple et nécessiterait de sérieux garde-fou. Il faut s'assurer du caractère incurable de la

maladie et de la demande consciente du malade, mettre en place le maximum de précautions, de contrôle et d'humanité envers les proches. Mais de telles lois existent aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg et, que l'on sache, n'entraînent pas d'abus.

Les partisans du maintien de la loi telle qu'elle est parlent beaucoup du « respect de la vie », et ceci dans une société qui n'a aboli la peine de mort qu'il y a moins de trente ans et où le fait de bombarder des villes, avec tous les « dommages collatéraux » que cela comporte, est considéré comme licite. Mais ils se refusent à donner à des adultes conscients, atteints de maladies incurables, le moyen de ne pas subir le lot de souffrances physiques, de douleurs morales, de déchéance qui les accompagne trop souvent.

Sophie GARGAN

• UIMM

La caisse noire n'est pas destinée à faire du social

Martin Hirsch, le haut commissaire aux Solidarités, qui cherche des fonds pour financer son Revenu de Solidarité Active (RSA), a déclaré au *Figaro* qu'il avait proposé à l'UIMM de contribuer à cette réforme, ajoutant : « Elle dispose d'une somme considérable, 640 millions d'euros, dit-on, et libres d'emploi », faisant évidemment allusion à la fameuse « caisse noire » de l'organisation patronale.

Le RSA vise à inciter les éré-

mistes à reprendre un travail en leur garantissant une augmentation de leur revenu, et non une diminution comme cela se produit aujourd'hui puisqu'ils perdent dans ce cas un certain nombre d'aides. Le financer coûte au minimum un milliard d'euros, le gouvernement ne fournit que 25 millions et les départements n'ont pas les moyens. Six cents millions seraient donc les bienvenus, surtout de la part de ceux



qui sont les premiers à ne proposer aux chômeurs que des petits boulots mal payés !

Mais voilà, le président de l'UIMM a répondu : « Martin Hirsch m'a effectivement écrit. Mais l'emploi de nos réserves relève de nos instances. » Circulez ! Les revenus de solidarité

active ou même d'inactivité, l'UIMM les réserve à ses ex ou nouveaux dirigeants. Quant à lui demander une utilisation « sociale » de ses fonds, autant demander du lait à un bouc. Martin Hirsch devrait tout de même le savoir.

Louis BASTILLE

Total pollue... mais s'excuse

Une fois de plus, il ne fait pas bon vivre dans la zone d'activité du groupe Total. Dimanche 18 mars, en fin de journée, une fuite de fioul lourd a été détectée dans les tuyaux d'une ligne d'approvisionnement, à la sortie de la raffinerie Total de Donges, en Loire-Atlantique, lors du chargement d'un pétrolier.

Avant qu'elle ne soit arrêtée, cette fuite s'est traduite par le déversement d'au moins 400 tonnes, aux dires de Total, de ce produit pétrolier dangereux, utilisé par les navires comme carburant. Les berges, l'estuaire de la Loire, l'avant-port de Saint-Nazaire pollués, les côtes de Paimbœuf constellées de boulettes, tels ont été les premiers sites rapidement touchés. Dans une zone écologiquement sensible, où vivent de nombreuses espèces animales, les habitants et les associations, excédés, ont immédiatement dénoncé dans cette nouvelle pollution – la troisième en quelques années – la responsabilité entière du groupe pétrolier.

Total ne nie d'ailleurs pas. Tout en admettant que ce déversement est plus grave que les deux dernières pollutions causées dans le même secteur, le groupe se présente en blanche colombe qui a tout fait pour réparer les dégâts. Pourtant, Borloo lui-même, le ministre de l'Environnement venu observer la dernière marée noire en date, a jugé la réaction de Total « un peu lente, apparemment ».

Et parmi les riverains, pêcheurs professionnels, associations de défense de l'environnement, beaucoup s'indignent de ce que le groupe aux 13 milliards de profits n'ait pas eu le scrupule d'en dépenser quelques miettes pour surveiller et entretenir suffisamment des installations à risque comme celles du quai de chargement de Donges. Et les excuses présentées par Total, lors d'un communiqué, pas plus que son engagement à payer les frais de nettoyage, n'épouvanteront probablement pas la colère des habitants des zones polluées.

Viviane LAFONT

Pour tous ceux qui ont du mal à lire : Audio-LO

Audio-LO vous permet désormais d'écouter sur internet une version audio de nos parutions : **Lutte Ouvrière, Lutte de Classe et brochures du Cercle Léon Trotsky.** Pour y accéder : www.lutte-ouvriere-audio.org



Au sommaire de LUTTE DE CLASSE N° 111 (mars 2008)

France

Lutte Ouvrière dans les élections municipales
Le plongeon des Bourses
une nouvelle phase de la crise financière

Tchad

Une dictature qui ne survit que grâce au soutien de la France

Pakistan

Après l'assassinat de Benazir Bhutto

Documents

Un échange de correspondance entre LO et la LCR

Prix : 1,50 euro – Envoi contre quatre timbres à 0,54 euro

• Valeo – Angers (Maine-et-Loire)

13 jours de grève totale

Mardi 18 mars, les grévistes de l'usine Valeo d'Angers, entreprise de 1 100 salariés, ont repris le travail après 13 jours de grève totale pour une augmentation des salaires. Ils demandent une augmentation de 4,5 % avec un plancher de 60 euros alors que la direction n'avait accordé que 1,9 % lors des négociations obligatoires avec les syndicats le 5 mars.

réellement présent dans l'entreprise, qui a pris en main l'organisation de la grève. Mais bien qu'il obtienne plus de 80 % des voix aux élections professionnelles, c'est une petite section syndicale en nombre d'adhérents, et très vite, les travailleurs les plus conscients des intérêts de la grève se sont portés volontaires pour participer à son organisation. C'est donc une équipe d'une cinquantaine

Face à cela, les grévistes ont essayé de gagner à eux de nouvelles troupes. Ils se sont aussi adressé aux travailleurs des autres entreprises de la zone industrielle notamment à ceux de Scania qui sont aussi 600 à travailler sur cette zone. Mais surtout, au sein même de l'entreprise, ils ont demandé aux salariés administratifs de débrayer eux-aussi. Cela a réussi une fois, vendredi 14,



Dès l'annonce par le syndicat des résultats en cours de ces négociations, une très large majorité des travailleurs de production (environ 450 sur 600) a décidé la grève. Celle-ci s'est immédiatement installée pour durer, tant le sentiment général était que le conflit serait dur face à ce type d'entreprise de la sous-traitance automobile.

Les grévistes se sont installés devant l'usine en permanence, 24 heures sur 24, chacun venant sur ses heures habituelles de travail, y compris l'équipe de week-end qui a assuré la présence ces jours-là. Il a été décidé de ne bloquer ni l'entrée des ouvriers non grévistes ni l'entrée du personnel administratif qui n'était pas en grève, ni le transport des marchandises.

C'est le syndicat CGT, le seul

d'ouvrières et d'ouvriers, souvent des jeunes dont c'était la première grève, qui ont assumé les responsabilités du mouvement, aidés par des militants de la métallurgie de la ville. Ils se sont heurtés à une direction intransigente qui a mobilisé tous ses chefs, cadres... et même l'infirmier pour faire tourner malgré tout quelques chaînes afin de parer au plus pressé. Cette direction a reçu les exhortations du patronat local, par la voix du représentant local de l'UIMM, à ne pas céder afin que le conflit ne fasse pas bouler de neige. En effet, dans deux entreprises de la métallurgie de l'agglomération des grèves récentes ont fait lâcher au patron des augmentations supérieures à ce qu'ils avaient prévu.

plus d'une cinquantaine d'administratifs participant au débrayage. Mais les pressions intenses de la direction ont ensuite empêché tout nouveau débrayage chez les administratifs ou dans les structures.

Voyant qu'ils se heurtaient à un mur et que le nombre des grévistes devenait insuffisant pour entraver réellement la production, ceux-ci ont décidé, après un vote, de reprendre le travail. Deux des équipes sont rentrées en cortège et en chantant.

Malgré l'amertume de reprendre le travail ainsi, beaucoup non seulement ne regrettent pas ce mouvement mais sont bien décidés à ce que les choses n'en restent pas là.

Correspondant LO

La précarité en hausse dans l'Union européenne

Le gouvernement Fillon s'est vanté dans les dernières semaines des 300 000 emplois créés durant l'année 2007. Mais ces emplois sont bien souvent précaires, en contrats à durée déterminée, en intérim ou bien encore en temps partiel, souvent non voulu. Cela, le gouvernement préfère le passer sous silence.

Le développement de la précarité n'est pas spécifique à la France. C'est ce qu'illustre une étude publiée par la Confédération européenne des syndicats sur la situation de l'emploi dans les vingt-sept pays de l'Union européenne. Le rapport de la CES constate qu'en 1997, 22 millions de travailleurs dans l'UE étaient en contrat à durée déterminée ; en 2007, ce sont 32 millions de travailleurs qui sont en CDD. Selon Ronald Janssen, l'auteur de l'étude pour la CES, les contrats à durée déterminée « représentent 30 % du total en Espagne et concernent six millions de salariés. (...) Surtout ce sont les jeunes qui, partout en Europe, sont les plus touchés par ce type de contrats, avec des taux de 40 à 50 % chez les 16-25 ans ».

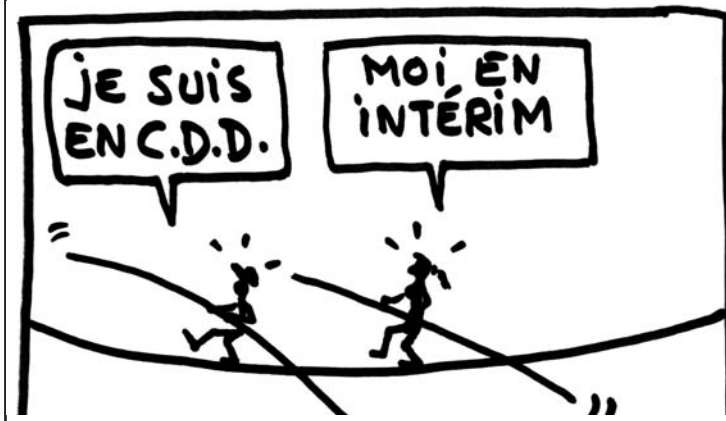
Le nombre de travailleurs employés à temps partiel est lui aussi en augmentation : il est passé en dix ans de 32 millions à 40 millions. La proportion de ceux qui sont contraints de travailler à temps partiel est aussi en augmentation, passant de 15 % en 2002 à 20 % en 2007.

Ces chiffres témoignent de la dégradation, parfois dramatique, des conditions de travail

et des conditions de vie de millions de travailleurs de l'Union européenne. En Allemagne, pays parmi les plus riches d'Europe... et du monde, six millions de salariés, soit 22 % des travailleurs, touchent des « salaires pauvres » selon l'étude. À l'échelle des vingt-sept pays de l'Union, ce sont 31 millions de salariés qui sont payés aux deux tiers du salaire médian de leur pays, c'est-à-dire une misère.

Dans les pays de l'Union européenne, la législation du travail notamment celle qui encadre le contrat de travail, l'embauche, le licenciement, etc., n'est pas partout identique. Mais au-delà des différences, que les gouvernements s'affairent à faire disparaître pour aligner les travailleurs de l'Union vers le bas, la montée de la précarité de l'emploi et de son corollaire, des salaires qui permettent à peine de vivre, témoignent de la façon dont les capitalistes font aujourd'hui leurs profits, pas seulement à l'intérieur des frontières de l'Union d'ailleurs. Tout cela avec l'aide et l'appui complet des gouvernements et des institutions européennes.

Boris SAVIN



• Jabil – Meung-sur-Loire (Loiret)

Grève pour les salaires

Les 300 ouvriers de la production de l'usine Jabil de Meung-sur-Loire qui compte 540 salariés (dont 40 intérimaires) sont en grève depuis le vendredi 14 mars. Ils revendiquent 50 euros d'augmentation de salaire.

L'usine Jabil (ex-Valeo) produit des cartes électroniques principalement pour le secteur automobile. La plupart des 300 travailleurs, dont de nombreuses femmes, sont payés à peine au-dessus du

smic et travaillent en 3x8.

Lorsqu'en octobre 2005, l'usine s'est agrandie avec la mise en place d'une plateforme logistique de 9 500 m², le président (UMP) du conseil général du Loiret est venu en fanfare avec la direction à l'inauguration, tous se réjouissant que le groupe Jabil occupe une position de leader mondial pour la co-traitance électronique. Mais comme tous les grands groupes, il occupe aussi la place de leader en matière de

bas salaires.

Aussi, quand les travailleurs ont eu connaissance que le directeur ne cédait que quelques miettes lors de négociations salariales avec les syndicats, la réaction a été la colère. C'est d'abord une quarantaine de travailleurs qui se sont regroupés et qui ensuite, avec les délégués, ont entraîné l'ensemble des ouvriers.

Des piquets de grève ont été organisés devant l'usine avec l'inter-syndicale CGT-CFDT-

FO, bloquant l'entrée des camions. Mardi 18 mars à midi, le directeur est sorti faire un discours aux grévistes. N'innovant pas en ce domaine, il est venu geindre, accusant les travailleurs de mettre l'usine en péril et faisant le chantage à la délocalisation en Chine. Personne ne lui a répondu, des travailleurs étant d'ailleurs occupés à préparer le repas au barbecue et à faire des sandwiches ! Le directeur est donc reparti comme il était venu. Et

là, les langues se sont déliées : « On n'allait quand même pas faire brûler les merguez à cause de lui. Il se fiche de nous. Ils font des profits énormes et ne peuvent même pas nous augmenter de 50 euros. C'est ignoble ». Certains travailleurs concluaient : « Il va falloir que cela cesse, et que tout le monde du travail s'y mette ». À suivre.

Correspondant LO

• Snecma – Île-de-France

Fin de la grève, mais les 150 euros manquent toujours à l'appel !

La grève pour les 150 euros s'est terminée mardi 18 mars à la Snecma Gennevilliers, dernier centre où des ouvriers étaient encore en grève. Si la semaine précédente des petits groupes de travailleurs avaient progressivement repris le travail, le moral restait bon dans les usines de la région parisienne où beaucoup comptent bien, d'une façon ou d'une autre, faire payer à la direction son arrogance et son mépris marqués par son refus de satisfaire la légitime revendication des 150 euros net mensuels.

Signe que la détermination était toujours là, des assemblées se sont tenues chaque jour à l'occasion de débrayages organisés le matin. Lundi 10 mars, à Gennevilliers, plus de 400 grévistes sont allés accompagner à leur entretien individuel les quatre camarades menacés de sanctions. À l'usine de Corbeil, quelques centaines de salariés ont pris la même initiative pour, là aussi, soutenir un gréviste sanctionné.

Le jeudi 13 mars, un ras-

semblement des centres de la région parisienne était prévu au siège du groupe Safran, auquel s'étaient joints des travailleurs de différentes filiales, dont Messier et Hispano. Au total, près de 2 000 travailleurs se sont retrouvés face à de nombreux CRS venus protéger l'entrée du siège. Bousculades et accrochages ont émaillé cette « rencontre » entre grévistes et policiers. Comme à l'accoutumée, les CRS ont utilisé les gaz lacry-

mogènes, et s'en sont physiquement pris à trois salariés, dont un a dû être conduit aux urgences.

Le numéro 2 du groupe Safran, dont la Snecma est la principale filiale, a finalement reçu une délégation syndicale et a laissé entendre que des propositions salariales (autres que la prime de 15 euros brut ressentie par les grévistes comme une véritable provocation) seraient avancées lors de négociations séparées par entreprise. Il s'engageait aussi à ne licencier aucun des travailleurs sanctionnés de Corbeil, de Gennevilliers et de Saint-Quentin-en-Yvelines. Et même s'il fallait rester prudent, ce léger recul était mis par tous à l'actif de la mobilisation.

La prudence était effecti-

vement de mise puisque la direction de Snecma Moteurs ne lâchait quant à elle que 20 euros brut, une misère au regard de ce que demandent les travailleurs. Ceux-ci se faisaient d'ailleurs si peu d'illusions que cette nouvelle provocation n'entama pas leur moral. À Gennevilliers de nombreux travailleurs sont allés demander au directeur de prolonger les contrats de trois intérimaires. Puis, « des artistes anonymes » ont décoré les bureaux de plusieurs chefs de l'atelier de mécanique avec des centaines d'autocollants. De tous les ateliers, des travailleurs sont venus voir le chef-d'œuvre, visite guidée à l'appui. Une compétition artistique s'est alors engagée afin de désigner l'atelier le plus créatif.

Mercredi 19 mars, une manifestation était prévue au commissariat d'Évry où devaient être auditionnés quatre grévistes de Gennevilliers et un de Corbeil, accusés par la direction de quelques dégradations. Cent cinquante travailleurs de Gennevilliers devaient se rendre à Évry, rejoints par ceux de Corbeil venant à pied de leur usine.

À Villaroche où le PDG de la Snecma Moteurs, en visite pensait trouver une ambiance plus apaisée, une soixantaine d'ouvriers sont venus lui dire ce qu'ils avaient sur le cœur, devant une direction locale inquiète et médusée.

C'est dire que, si la grève est pour l'instant terminée, ni l'ambiance ni les mobilisations ne sont retombées.

Correspondant LO

• Groupe Peugeot-Citroën – PSA Rennes

Toujours moins d'ouvriers pour toujours plus de profits

Depuis des années, l'usine PSA de Rennes supprime des postes. Bien sûr, il n'y a pas eu de plan de licenciements, mais les effectifs seront passés en quelque deux ans de 10 000 à environ 8 000 salariés. Constamment, la hiérarchie nous explique que nous sommes encore trop nombreux.

L'an dernier, il y a eu un plan de départs volontaires, sorte de plan de licenciements déguisé, qui a permis à la direction de faire partir environ 580 personnes pas liées directement à la production. Il faut dire que, vu la dégradation incessante des conditions de travail dans ces services, certains ont préféré prendre l'argent qu'on leur donnait et partir chercher du travail ailleurs, même si ce n'est pas facile. La direction s'est fait, pour pas cher, un coup de publicité avec cela, mettant en avant les sommes et les moyens (sorte de cellule de reclassement) qu'elle avait mis en place. Après cet essai, elle

récidive cette année avec un objectif de 420 départs...

Pour arriver à ses fins, la direction a inventé un nouvel outil de suppression de postes de production, « les chantiers hoshin ». Inaugurée dans l'atelier Ferrage, cette méthode arrive au Montage, où elle est appliquée dans tous les secteurs. Partout, cela se passe de la même façon : pen-

dant une quinzaine de jours, des chefs, des techniciens et des ouvriers du secteur sont chargés « d'aménager les postes » après qu'on leur a signifié le nombre de postes supprimés. Il faut que cela « passe » coûte que coûte.

Pour l'avenir, la direction prévoit la suppression des trois lignes de montage actuelles pour les remplacer

par une ligne à grande cadence (55 véhicules par heure) et une autre pour de petits volumes (15 véhicules par heure). Avec ces deux lignes, la direction compte assurer une production équivalente à celle qu'elle obtient aujourd'hui avec trois lignes. Pour rassurer le personnel, elle prétend que son projet n'aura que « peu d'incidence

sur les effectifs ». Dans un contexte où de nombreux anciens vont partir en retraite, tout le monde voit bien qu'ils ne seront pas remplacés.

Les moyens d'embaucher existent, beaucoup d'entre nous en sont conscients, et il faudra le plus vite possible transformer cela en exigence.

Correspondant LO

Mais qu'est-ce qui peut bien vous stresser ?

À la suite de plusieurs suicides dans les usines du groupe, la direction de Peugeot-Citroën a commandé à un cabinet indépendant une enquête sur le stress. Après avoir interrogé 3 500 salariés sur les sites de Sochaux, Mulhouse et Vélizy, ce cabinet a conclu que 19,8 % d'entre eux, soit un salarié sur cinq, se trouvent en situation qualifiée par les médecins « d'hyperstress », pouvant entraîner des troubles pour la santé. Selon le médecin du cabinet, l'enquête montre également que les ouvriers (22,6 %) sont plus souvent victimes de cette pression que les

cadres (15,40 %), ce qui n'est pas vraiment surprenant.

Quant à Vergne, le directeur des ressources humaines du groupe PSA, il dit avoir analysé les causes de ce stress ; il y voit notamment la peur de commettre des erreurs ou la nécessité de s'adapter sans cesse. Les causes réelles, connues et même évidentes de ce problème que sont la course à la productivité et la surcharge des postes de travail, les pressions de la direction et de l'encadrement, la précarité des emplois, tout cela ne semble pas l'effleurer.

En fait, il n'est pire sourd

que celui qui ne veut pas entendre : la direction fait semblant de se pencher sur la question, mais n'a aucune intention de revenir sur sa politique,

pourtant responsable de cet état de stress et de ses conséquences dramatiques pour la santé, et parfois la vie, des salariés.

R.M.



• Bosch – Beauvais (Oise)

Non aux licenciements



La direction de Bosch vient d'annoncer son intention de supprimer 90 emplois dans son usine de Beauvais.

Celle-ci, qui comptait plus de 2 000 salariés dans les années 1980, encore 800 en 2001, n'a plus actuellement qu'un effectif de 226 personnes.

Ce plan ne s'embarasse pas de prétextes. En visite récemment dans l'usine, le n° 2 du groupe a par exemple exigé que le temps de fabrication d'une pièce, déjà ramené de 18 secondes à 11,8 secondes, descende à 10 secondes ou même 9 secondes, quitte pour cela à rapprocher deux machines afin qu'un seul ouvrier puisse faire le travail de deux. Il s'agit exclusivement d'augmenter la producti-

tivité, autrement dit de grignoter encore plus de profits sur le dos des salariés, en licenciant les uns et en surexploitant les autres !

C'est d'ailleurs dans le même but qu'une partie de la production a été déménagée dans d'autres sites, en France, en Turquie, en Espagne, en Pologne ou ailleurs, et que Bosch a obligé les salariés de Beauvais et aussi de Vénissieux à renoncer aux 35 heures !

Ces économies sur le dos des salariés se manifestent jusque dans les détails les plus sordides. Jusqu'ici, depuis quelques années, la plupart des départs de l'usine étaient réalisés au titre du « plan amiante » : les travailleurs ayant été exposés à l'amiante bénéficiaient d'une « préretraite amiante » aux

conditions financières relativement acceptables. Mais cette fois la direction refuse d'envisager de laisser partir dans les mêmes conditions les quelques dizaines de salariés encore concernés : cela lui coûterait trop cher, dit-elle !

La direction a fait dire dans la presse qu'il n'y aura pas de licenciements secs. C'est un mensonge. Elle propose des mutations dans la région rouennaise, en fait dans une usine en attente de machines qui ont finalement été installées en Pologne ! D'autres mutations sont envisagées à Angers... où il y a au moins 200 intérimaires : si ce ne sont pas des salariés de Beauvais qui seront licenciés, ce seront des intérimaires d'Angers ! De plus la

plupart des jeunes embauchés ces dernières années à Bosch-Beauvais ont dû signer une clause les obligeant à accepter toute mutation à l'intérieur du pays. Ceux qui ont acheté leur maison, fondé une famille, dont la femme ou le mari a un travail ici, que feront-ils ? Seront-ils mutés, ou licenciés, ou les deux ?

Tout cela est inacceptable, alors que le groupe Bosch a réalisé 3,6 milliards d'euros de bénéfices en 2007 : de quoi payer 100 000 salariés, charges comprises, pendant un an. Moins de 0,1 % de cette somme suffirait à maintenir les 90 emplois à Beauvais !

Correspondant LO

• Technocentre Renault – Guyancourt (Yvelines)

Encore le suicide d'un salarié

Le 12 mars, le jour même où le directeur des ressources humaines du groupe Renault annonçait lors d'une conférence de presse que l'entreprise serait sur « la bonne voie », concernant les conditions de travail sur le site de Guyancourt, un nouveau cas de suicide était rendu public.

Le 24 février dernier, un salarié employé sur le site par la société Assystem, prestataire de services pour Renault, mettait fin à ses jours à son domicile. Des collègues ont parlé de son état surmené. Il s'agit donc du septième suicide, ou tentative

de suicide, d'un salarié travaillant sur le site du Technocentre depuis 2006, sans compter le geste d'un technicien du centre d'essais d'Aubevoye, dans l'Eure, rattaché administrativement au Technocentre.

La direction de Renault, a envoyé un communiqué aux salariés par messagerie interne. Elle considère que ce salarié était employé par un prestataire, et elle a déclaré n'avoir « pas d'autres commentaires à apporter ». Cela a choqué un grand nombre de salariés, car c'est Renault lui-même qui avait mis fin au contrat d'Assys-

tem et par conséquent à des fonctions que ce salarié exerçait chez Renault depuis des années. Il était apprécié par tous ses collègues.

Sur les 11 000 employés qui travaillent sur le site de Guyancourt, une large proportion se disent « sous tension ». Horaires à rallonge, pressions de toutes sortes, se traduisant parfois par des situations de harcèlement, sont monnaie courante. Et pour les collègues prestataires, il y a en plus la menace de la précarité. Le suicide de l'un des travailleurs a d'ailleurs, au grand dam de la direction du

site, été requalifié en accident du travail par la Caisse d'assurance maladie. Et ce n'est pas la visite du ministre du Travail au Technocentre il y a quelques semaines, les réunions sur « les conditions de travail et le bien-être au travail », les rapports qui se succèdent, qui changeront quelque chose.

Une fois de plus, les dirigeants de Renault risquent d'avoir du mal à nier leur responsabilité dans le geste de désespoir de ce salarié, employé depuis des années sur le site de Guyancourt.

Correspondant LO

• Michelin – Saint-Doulchard, près de Bourges

Ça chauffe à la chaufferie !

Depuis la fin de l'an dernier, on sait que la direction de Michelin Saint-Doulchard veut « externaliser » les chaufferies. Elle ferait donc sous-traiter par une entreprise extérieure l'entretien et la modernisation des installations qui alimentent en eau chaude, pression, vapeur, etc. l'ensemble de l'usine et permettent la fabrication des pneus d'avions.

Sur les treize travailleurs de ce secteur, neuf sont concernés par le projet de la direction. Et depuis son annonce, ils ont le sentiment que Michelin veut vendre une partie du personnel de l'atelier avec les machines.

Les propositions de reclassements dans l'entreprise sont inacceptables. Après 10, 20 ou 30 ans pour certains d'un travail spécifique qui nécessite une formation en maintenance ou de chauffagiste, la direction nous demande d'aller travailler sur machines en fabrication, en perdant 300 euros de salaire net mensuel.

Vendredi 7 mars, la grève a été décidée jusqu'à la fin du week-end, ce qui a bloqué la production de la nuit du dimanche et retardé le démarrage aux Cuissons le lundi matin. Devant l'intransigeance de la direction, le mardi 11 à partir de 20 heures, nous nous remettons en grève une heure en fin de poste, mais sans préciser la durée du débrayage. À 21 heures, la direction décidait de renvoyer l'équipe de nuit de production, alors que les machines auraient pu tourner. Puis le lendemain, elle acceptait enfin d'ouvrir des négociations, annonçant qu'elle payerait la nuit aux ouvriers qu'elle avait renvoyés.

Vendredi 14, une pétition de soutien à nos revendications, signée par la quasi-totalité des salariés des ateliers de production, était remise à la direction. Celle-ci fit de nouvelles propositions, notamment de revoir notre reclassement en tenant compte de la qualification, et de réfléchir à une solution pour compenser la perte de salaire.

C'est donc un premier recul. En attendant les propositions concrètes de la direction, chacun reste vigilant !

Correspondant LO

• LCL

Des déménagements qui ne passent pas

Après l'annonce par la direction de LCL (Le Crédit Lyonnais) de son projet de délocalisation des unités centrales du Siège (soit près de 3 000 personnes) du quartier Opéra (en plein cœur de Paris) à Villejuif (en banlieue sud) ainsi que de la fermeture des centres administratifs de Paris-République et de Pleyel-Saint-Denis, le personnel avait manifesté son mécontentement.

Des réunions du personnel, appelées par les organisations syndicales, ont eu lieu sur les différents sites concernés : les salariés de Réaumur et de l'informatique (au Centorial Opéra) sont les premiers à partir en novembre prochain ainsi que le reste du personnel du Siège qui doit partir en deux vagues fin 2009 et fin 2010.

Ces réunions ont été très suivies, permettant au personnel présent de répéter qu'il se méfiait des intentions de la direction et qu'il ne voulait pas d'un allongement du temps de transport et de l'aggravation des conditions de travail. Un cahier de revendications a été établi.

Mardi 18 mars, jour de réunion du Comité d'établissement sur le sujet, un rassemblement a eu lieu devant le siège, boulevard des Italiens, à l'appel de tous les syndicats. Nous étions près de 500, ce qui constitue une mobilisation importante. La direction a reçu une délégation composée de délégués et de collègues de chaque secteur, en particulier ceux de Réaumur et de SIB (l'informatique) qui doivent partir dès novembre 2008 sur le nouveau

site.

Chacun a pu entendre les faux arguments de la direction justifiant la délocalisation et y répondre directement. Il est, par exemple, inadmissible de s'entendre dire que pour la majorité du personnel, l'allongement « moyen » du temps de transport serait de... 7 minutes ! Cela est ressenti comme un mensonge éhonté : beaucoup d'entre nous vont se retrouver avec plus de trois heures de transport par jour. De même, qui peut croire que la direction s'engage durablement à rester à Villejuif quand on se souvient qu'elle disait la même chose lors du déménagement de l'informatique de la Défense à Opéra, il y a moins de deux ans ?

Bref, tout le monde se rend compte que la direction essaie de maquiller la réalité. En fait, ce qu'elle veut, c'est faire des économies de personnel et de mètres carrés alors même que les bénéficiaires de LCL sont encore en hausse cette année. Mais le personnel n'est pas dupe et il n'a pas dit son dernier mot.

Correspondant LO



La direction sévit partout

Les UAC (unités d'appui commercial) de LCL (Le Crédit Lyonnais) sont des centres administratifs qui traitent les opérations de la clientèle. Elles sont au nombre de huit aujourd'hui. La direction, pour les trois prochaines années, a annoncé 1 000 suppressions d'emplois dans les UAC, au détriment des conditions de travail déjà dégradées du fait des départs en préretraite ou en retraite non remplacés.

Après avoir, en juin 2007, annoncé son intention de fer-

mer l'UAC République dans Paris, voilà qu'elle annonce la fermeture du site de Pleyel, à Saint-Denis, qui regroupe une UAC et une plate-forme téléphonique qui doit rejoindre Villejuif.

Ces fermetures vont se traduire là aussi par des difficultés de transport accrues pour le personnel. À Pleyel, par exemple, d'après les calculs de la direction, 43 % des salariés vont avoir plus de deux heures de transport par jour. Deux pontes de LCL sont venus

essayer de justifier leur politique devant le personnel de Pleyel. Les présents ont posé des questions, auxquelles les responsables n'ont pas voulu répondre. Le personnel est donc parti, en les plantant là. Ce qui guide les décisions de la direction se limite à des considérations financières. Les employés, eux, refusent une nouvelle dégradation de leurs conditions de travail et de vie.

Correspondant LO

• Banque Postale

Rentabilité ou service public ?

Dans un rapport rendu au Parlement le 14 mars, la Cour des comptes estime que le réseau de La Poste, « dans sa configuration actuelle de 13 000 bureaux », handicape le développement de ses activités commerciales et en particulier celui de la Banque Postale créée en 2005.

Selon cette institution, cette banque resterait trop liée à La Poste, et cela lui ferait supporter des charges qui seraient autant de handicaps concurrentiels par rapport aux autres établissements bancaires.

Sont mis en cause les frais de personnel, dont pour une bonne part les fonctionnaires qui y sont encore employés, « dont le coût moyen (...) reste, après comme avant la réforme du financement de leurs retraites, supérieur à celui des salariés de droit privé exerçant des fonctions similaires », mais aussi le

nombre de bureaux de poste, dont l'entretien et le fonctionnement pèsent trop lourd dans les activités conjointes de La Poste et de la Banque Postale.

Alors que les délais d'attente aux guichets sont déjà fort longs du fait de diminutions de personnel et que leur nombre s'est raréfié dans les zones rurales, voilà donc qu'au nom de la rentabilité un rapport préconise d'en supprimer encore davantage, ce qui réduirait encore le service rendu à tous.

Reste à préciser, ce que ce rapport se garde bien de faire, pourquoi il faudrait absolument transformer La Poste, service public utile à des millions de gens et notamment aux moins fortunés, en une « Banque Postale » orientée vers le profit maximum.

David MARCIL

La Poste oublie le Code du travail... et applique son propre Code postal !

Après la condamnation de celle du Cantal, c'est au tour de La Poste du Tarn d'être condamnée par les Prud'hommes. Cette fois, l'entreprise est en effet condamnée à verser 26 000 euros à une factrice d'un village du Tarn qui a accumulé

66 contrats à durée déterminée en six ans...

Depuis des années, La Poste use et abuse de la précarité et s'assoit sur les règles du Code du travail.

Heureusement, des travailleurs ne se laissent pas faire et

trouvent le soutien de militants tenaces, notamment dans le Tarn d'un délégué CGT qui mène depuis des années le combat contre ces abus. Une réaction qui doit se multiplier.

B.S

• France Télécom

Grève en Martinique, Guadeloupe et Guyane

Mardi 17 mars, les agents de France Télécom de Martinique, Guadeloupe et Guyane en étaient à leur huitième jour de grève, et celle-ci se renforce. Les agences de la région de Pointe-à-Pitre étaient totalement paralysées.

Cette grève est effective tant en Guadeloupe qu'en Martinique et Guyane. Elle a été appelée conjointement par les

syndicats CGTG, UGTG, FO, CGTM-PTT (Martinique), SUD. Les agents et leurs syndicats réclament la revalorisation des salaires du personnel, une prime « ultramarine » de 300 euros par mois pour tous les salariés de droit privé, un treizième mois pour tous ainsi qu'une prime exceptionnelle de 1 500 euros

Ils demandent aussi le res-

pect de la convention collective nationale des télécommunications et des accords d'entreprise.

La seule proposition de la direction c'est 2 % d'augmentation de salaire, ce qui a fait monter la colère à l'issue du week-end. Le lundi 17 celle-ci était bien perceptible chez les grévistes et ils n'entendaient pas en rester là.

Correspondant LO

• Les municipales en Seine-Saint-Denis

Le Parti Socialiste et Voynet gagnent avec les voix de la droite

Aubervilliers

À Aubervilliers, la liste conduite par le maire communiste sortant a été battue au profit de la liste conduite par le Parti Socialiste.

Pour la première fois depuis 1965, le Parti Socialiste, qui gérait jusqu'ici conjointement la municipalité avec le Parti Communiste, a décidé de partir seul. Dans un premier temps, il avait annoncé que ce serait pour une primaire. Il s'est finalement maintenu au deuxième tour de l'élection et l'a emporté.

Le premier tour avait placé la liste communiste en tête, elle devançait alors la liste socialiste de 350 voix et de 3 %. Quatre listes restaient alors en compétition : deux à gauche, PC et PS, et deux à droite, UMP et MoDem.

Or au deuxième tour, si la liste communiste a gagné 794 voix, la liste socialiste, elle, en a gagné 1514. Cela fait 2 308 voix, bien plus que les 979 électeurs supplémentaires que l'on a comptés au second tour. En fait, les voix gagnées par la liste socialiste entre le premier et le

second tour sont presque exclusivement des voix venues de la droite.

En effet une des trois listes de droite du premier tour, qui ne pouvait se maintenir ni fusionner au second, avait appelé à voter pour la liste socialiste. Les voix qu'elle avait obtenues (431) étaient insuffisantes pour creuser l'écart. Mais en outre l'UMP et le MoDem ont perdu respectivement 394 et 504 voix entre le premier et le second tour, dont une grande partie se sont donc reportées sur la liste du Parti Socialiste.

Visiblement, ces électeurs de droite ont préféré voir des représentants du Parti Socialiste diriger la mairie d'Aubervilliers plutôt que des représentants du Parti Communiste. Cela a sans doute des raisons politiques, mais surtout des raisons sociales.

Toute la question est de savoir si le nouveau maire socialiste ne sera pas tenté de renvoyer l'ascenseur à cet électoral.

Correspondant LO

Montreuil

La liste conduite par Dominique Voynet a remporté le deuxième tour de l'élection municipale à Montreuil. Avec 54,19 % des voix, elle a largement battu la liste du maire sortant, le député apparenté PC Jean-Pierre Brard.

Aucune liste de droite n'avait obtenu les 10 % nécessaires pour se maintenir au second tour, mais ce sont quand même les électeurs de droite qui ont tranché et porté Voynet sur le siège de maire de Montreuil. C'est d'ailleurs ce que celle-ci cherchait en maintenant sa candidature au deuxième tour, alors qu'elle était moins bien placée que Brard au premier. L'analyse du report des voix entre les deux tours est en effet très claire. La liste conduite par la sénatrice Verte a gagné 5 727 voix, passant de 8 741 à 14 468, alors que son concurrent n'a bénéficié que d'un report de 1 518 voix, passant de 10 612 à

12 230. La participation ayant été équivalente au premier et au second tour, on peut considérer que Voynet a fait le plein des 5 009 voix qui s'étaient portées sur les trois candidatures de droite présentes au premier tour, et que Brard n'est pas parvenu à récupérer l'intégralité des 2 558 voix obtenues par les listes de la LCR, du PT et de LO.

Cela témoigne donc, sans doute, d'un certain désaveu de Brard, à la mairie depuis vingt-quatre ans, mais cela montre surtout que ce qui a porté ses fruits pour Voynet a été sa campagne jouant sur l'apolitisme, avec des slogans creux comme « Il faut que ça change », et sur l'anticommunisme, dénonçant par exemple Brard comme le « tsar rouge » voire le « Ceaucescu » local ; de quoi séduire en effet les électeurs de droite.

Olivier NEUVILLE

• Lazare Ponticelli

La mort du dernier témoin ne fera pas oublier la barbarie

C'était « le dernier poilu », comme l'a dit et répété la presse. Lazare Ponticelli est mort le 12 mars, à 110 ans. Bien qu'ayant demandé pendant toutes ses dernières années à ne pas avoir d'obsèques nationales, il en a eu quand même quelques jours après dans le cadre d'une célébration organisée aux Invalides, le 17 mars. Il fallait bien que Sarkozy et quelques autres trouvent l'occasion de pontifier sur la guerre, la paix et « l'amour de la patrie ».

L'histoire de Lazare Ponticelli, au début du 20^e siècle, fut celle de bien des immigrés : venu d'Italie, arrivé seul en France à 9 ans, ne sachant ni lire, ni écrire, ni parler français, il fut ramoneur, puis crieur de journaux. Et en 1914, engagé volontaire.

Une abominable boucherie

Il connut les pires moments de l'abominable boucherie que fut la Première guerre mondiale. Et de tous les côtés : car après avoir combattu dans l'armée française, il fut arrêté et incorporé de force en 1915 dans l'armée italienne. Après les tranchées de l'Argonne sous l'uniforme français, dans un régiment qui perdit, lors du premier combat, 160 hommes en dix minutes, Ponticelli connut donc sous l'uniforme italien, les massacres du front italo-autrichien dans les Dolomites.

Sur la fin de sa vie, comme beaucoup d'autres anciens combattants, Ponticelli ne parlait à la presse que pour dire son dégoût de la guerre et du « gâchis » qu'elle représentait – avec 9 millions de tués et 6,5 millions de blessés. Tout comme un autre de ces survivants, mort peu avant lui, Louis de Cazenave, qui à 108 ans disait encore avec colère à un journaliste : « La guerre ? Un truc absurde, inutile. À quoi ça sert de massacrer les gens ? Le patriotisme ? Un moyen de vous faire gober n'importe quoi ! »

Les fraternisations

Parmi les souvenirs de ces « poilus », ceux de Ponticelli autant que ceux des autres, on trouve aussi des histoires de fraternisation entre ces soldats réputés ennemis mais qui n'étaient rien d'autre que « des prolétaires sous l'uniforme ».

Ces souvenirs de fraternisation ont été soigneusement évités dans le discours que Sarkozy a prononcé devant le cercueil de Ponticelli : le rédacteur de ce discours a préféré ne garder que ce qui était politiquement et patriotiquement « correct ». Ainsi, Sarkozy a décrit, avec des trémolos dans la voix, comment le soldat Ponticelli alla, sous le feu, sauver un soldat français « dont la jambe avait été arrachée par un éclat d'obus ». L'anecdote a été tronquée : car avant de sauver ce soldat, Ponticelli était allé récupérer un soldat allemand blessé et l'avait ramené jusqu'à ses lignes. De même, Sarkozy n'a pas raconté les moments de fraternisation entre soldats italiens et autrichiens. Ponticelli racontait que d'un camp à l'autre, « on s'envoyait des messages avec un élastique. Ils nous donnaient du tabac et nous, des boules de pain. Personne ne tirait plus. » Jusqu'à ce que l'état-major découvre le manège et « nous déplace dans une zone plus dure ».

De telles fraternisations ont éclaté sur tous les fronts et ont culminé en 1917. C'est cette année aussi que la haine de la guerre, des massacres et des tranchées provoqua non

seulement la révolution russe, mais aussi la plus formidable vague révolutionnaire que l'Europe eût jamais connue.

On comprend que plutôt que d'évoquer ces souvenirs, l'État français organise une cérémonie convenue, avec lecture de poèmes ridicules « Ponticelli, avec un P comme le Paradis que vous rejoindrez ».

La mort de ce dernier témoin ne doit pas éteindre la mémoire de la Première Guerre mondiale. Celle-ci reste dans des livres, comme ceux de l'auteur allemand Remarque ou d'auteurs français comme Jules Romain ou Henri Barbusse. Et surtout, elle doit rester dans la mémoire du mouvement ouvrier, comme la preuve que le capitalisme porte en lui la guerre, et la portera tant qu'il existera. Comme l'écrivait Trotsky en 1916, « l'extermination automatique de la fleur des peuples a poursuivi sa voie (...) Ouvrières et ouvriers d'Europe ! Si une faible partie seulement de ces sacrifices, de ces vies, de ce sang que la guerre exige avait été sciemment consentie à la cause du socialisme, l'Europe eut été tôt libérée du honteux régime d'oppression et d'exploitation ! »

Il n'y a que le renversement de ce système qui pourra interdire, à l'avenir aux capitalistes de jeter encore une fois l'humanité dans la barbarie.

Pierre VANDRILLE

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

CREIL

Samedi 29 mars à partir de 16 h

Salle Georges-Brassens à Villers-Saint-Paul

SAINT-NAZAIRE

Samedi 5 avril
Salle Jacques-Brel

Le prochain Cercle Léon Trotsky

aura lieu le vendredi 18 avril à 20 h 30

Théâtre de la Mutualité

24, rue Saint-Victor à Paris 5^e
(Métro : Maubert-Mutualité)
Participation aux frais : 3 euros